MAURICE PALÉOLOGUE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
AMBASSADEUR DE FRANCE

UN PRÉLUDE A L'INVASION DE LA BELGIQUE

LE PLAN SCHLIEFFEN 1904

PARIS
LIBRAIRIE PLON

M. CM. XXXII

5e mille

THIS ITEM HAS BEEN
DISCARDED BY THE
UNIVERSITY
OF PUGET SOUND
COLLINS MEMORIAL LIBRARY

Il a été tiré de cet ouvrage

30 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma, à Voiron, numérotés de 1 à 30.

UN PRÉLUDE A L'INVASION DE LA BELGIQUE

Le plan Schlieffen

1904

DU MÊME AUTEUR :

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR :

Le Cilice. Roman. Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française.) Épuisé.*

La Cravache. Roman. Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française.) Épuisé.*

Le Point d'honneur. Roman. Un volume in-16.

Rome. *Impressions d'histoire et d'art.* 20e édition Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française.)*

Dante. *Essai sur son caractère et son génie.* 7e édition. Un volume in-16.

La Russie des Tsars pendant la grande guerre (20 juillet 1914-9 mai 1917). 30e édition. Trois volumes in-8 avec des illustrations de G. Loukomsky et des portraits.

Le Roman tragique de l'empereur Alexandre II. 20e édit. Un volume in-16 avec sept portraits.

Cavour. 20e édition. Un volume in-16 avec un portrait.

Les Entretiens de l'Impératrice Eugénie. 17e mille. Un volume in-16:

Alexandra Féodorowna, *Impératrice de Russie.* 20e édition. Un volume in-16 avec une gravure hors texte.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS :

Vauvenargues (Collection des Grands Écrivains français). Un volume in-16. *(Couronné par l'Académie française).*

Alfred de Vigny (Collection des Grands Ecrivains français. Un volume in-16.

L'Art chinois. Un volume in-8°.

Profils de femmes. Roman. Un volume in-16.

Sur les ruines. Roman. Un volume in-16.

Romantisme et diplomatie : *Talleyrand, Metternich, Chateaubriand.* Un volume in-8°.

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1932.

Georges MAURICE PALÉOLOGUE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
AMBASSADEUR DE FRANCE

UN PRÉLUDE A L'INVASION DE LA BELGIQUE

Le plan Schlieffen

1904

PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

Tous droits réservés

AC 33-3071

Copyright 1932 by Librairie Plon

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

UN PRÉLUDE A L'INVASION DE LA BELGIQUE

LE PLAN SCHLIEFFEN 1904

De toutes les responsabilités qui incombent à l'Allemagne dans les événements de 1914, la plus lourde assurément est l'invasion de la Belgique ; aucune de ses fautes ne la discrédite et ne la flétrit davantage aux yeux de l'Histoire. Il ne faut donc pas s'étonner qu'elle s'évertue, par tous les moyens possibles, à se disculper, sinon même à se justifier.

C'est ainsi qu'on a vu paraître, en ces dernières années, de nombreux ouvrages, soi-disant « documentaires », qui prétendent établir que, dès le mois de janvier 1906, les Gouvernements français et britannique avaient insidieusement approché, circonvenu, endoctriné l'état-major de Bruxelles pour obtenir la coopération éventuelle de l'armée belge contre l'Allemagne.

On se rappelle qu'au début de cette année 1906, la question du Maroc suscitait, entre Berlin et Paris, un problème redoutable ; que, dans le cours des mois précédents, la tension des rapports franco-allemands et les manifestations théâtrales de l'empereur Guillaume avaient failli plusieurs fois déchaîner la guerre ; enfin que l'imminence

du péril avait décidé les Gouvernements français et britannique à faire étudier par leurs autorités militaires et navales les mesures qu'ils auraient à prendre si, dans un accès d'orgueil, dans une crise d'aberration, l'Allemagne provoquait le conflit.

Les publications officielles du gouvernement britannique et les *Souvenirs* du président Poincaré ont exposé dans une vive et complète lumière tout le détail des négociations qui se poursuivirent, à cette époque, entre Paris et Londres.

Au cours de ces négociations, le sous-secrétaire d'État permanent du *Foreign Office*, Sir Thomas Sanderson, agissant par délégation du ministre, Sir Edward Grey, invita le chef du service des opérations au *War-Office*, le général Grier-

son, à faire pressentir officieusement l'état-major belge « sur les conditions les plus efficaces dans lesquelles, en cas de besoin, l'assistance des forces britanniques pourrait être fournie à la Belgique pour la défense de sa neutralité ». Il s'agissait là de simples conversations, toutes préparatoires et « n'impliquant de part ni d'autre nul engagement ». Les instructions adressées au lieutenant-colonel Barnardiston, attaché militaire à Bruxelles, sont, à cet égard, d'une précision impérative et parfaite.

Amorcés le 18 janvier 1906, les entretiens des états-majors britannique et belge aboutirent, vers la fin de mars, à un échange de vues et de renseignements techniques sur les modalités du renfort qu'une armée anglaise pourrait

apporter à l'armée belge pour l'aider à repousser une offensive allemande. Le général Ducarne, chef d'état-major de l'armée belge, résuma les conclusions de ce travail dans un mémento, destiné au ministre de la Guerre, général d'Alkemade ; le titre de la note en définit exactement l'objet :

DISPOSITIONS A PRENDRE POUR FAVORISER L'INTERVENTION D'UNE ARMÉE ALLIÉE ANGLAISE, DANS LE CAS D'UNE ATTEINTE A NOTRE NEUTRALITÉ PAR L'ALLEMAGNE.

Au cours des années suivantes et notamment lorsque l'incident d'Agadir fit apparaître de nouveau la menace d'un conflit européen, les états-majors britannique et belge étudièrent, dans les

mêmes conditions, sous les mêmes réserves, le programme de leur coopération hypothétique. Et le général Ducarne eut toujours soin de noter : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait *qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne.* »

Or, dans l'automne de 1914, les Allemands, installés à Bruxelles, mirent la main sur les documents secrets que l'état-major belge, surpris par la soudaineté de la catastrophe, n'avait pas eu le temps de détruire ou d'enlever.

Au nombre de ces documents, se trouvait le récit des conversations qui viennent d'être rapportées : rien autre.

C'est pourtant sur cette base, sur cette seule base, que la critique alle-

mande fonde les violents réquisitoires dont elle prétend accabler la Belgique (1). Voici le résumé de leur thèse.

« L'échange de vues et de renseignements, qui s'est poursuivi de 1906 à 1912 entre les états-majors britannique et belge, dépasse de beaucoup la portée de simples conversations théoriques ; ce n'est pas moins qu'une alliance militaire. Assurément, cette alliance n'a pas revêtu la forme solennelle d'un contrat et n'est validée par aucune signature. Peu importe : *Le fait irrécusable est qu'un accord anglo-belge a été conclu en* 1906. Assurément aussi, les Belges soutiennent que l'objet de l'accord visait unique-

(1) Parmi ces ouvrages, on peut consulter notamment : *Die englisch-belgischen Aufmarschpläne gegen Deutschland vor dem Weltkriege*, par Karl Hosse ; Leipzig, Wien, etc., 1930.

ment à repousser une attaque de l'Allemagne. Mais ce n'est là qu'une précaution de langage, une formule de chancellerie, la clause de style qu'on retrouve dans toutes les conventions militaires ou navales. Entre la Belgique et l'Angleterre, les plans d'opérations étaient prévus et combinés de telle sorte, avec une telle exactitude, qu'ils n'auraient subi aucun changement si c'eût été la France et non l'Allemagne qui eût pris l'offensive. Au surplus, tout ce travail préparatoire trahit indéniablement la connivence de l'état-major français... Or la Belgique n'avait pas le droit de conclure de pareils accords. Elle devait défendre sa neutralité envers et contre tous ; il ne lui était donc pas permis de favoriser l'Angleterre et la

France, au point de leur confier les plus graves secrets de sa défense nationale. Ce manquement aux devoirs de la neutralité fut encore aggravé par le fait qu'il causait un énorme préjudice à un autre des États garants, l'Allemagne, qui persistait dans la fausse croyance que la Belgique restait loyalement neutre. Il importe enfin d'ajouter que le pacte anglo-belge a été conclu pendant la conférence d'Algésiras. Ainsi, tandis que l'honnête Allemagne plaidait ingénument sa cause devant le tribunal de l'Europe, l'Angleterre se procurait clandestinement un allié militaire contre l'Allemagne. »

La conclusion unanime de ces réquisitoires s'impose dès lors péremptoirement. « Ce n'est pas l'Allemagne qui a

violé, en 1914, la neutralité de la Belgique : c'est la Belgique elle-même qui, en 1906, a transgressé les obligations essentielles et fondamentales de sa neutralité. Quand, le 4 août 1914, les troupes allemandes ont envahi le territoire belge, elles avaient devant elles, non pas un pays neutre, mais un pays déloyal qui, depuis longtemps déjà, s'était subrepticement inféodé à la coalition anglo-française. »

Les affirmations audacieuses, que l'on vient de lire et dont la conscience allemande se déclare toute apaisée, ne sauraient demeurer sans riposte.

D'abord, il n'est pas vrai que des « conversations d'états-majors » puissent avoir le caractère contractuel et synallag-

matique d'une « alliance militaire ».

La convention franco-russe du 17 août 1892 est le type d'une « alliance militaire ». Signée par les chefs d'état-major de l'un et l'autre pays, ratifiée ensuite par les deux gouvernements, elle stipule, à la charge des nouveaux alliés, tout un système d'obligations précises, impératives et réciproques. Aussi, quand l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie, le 1er août 1914, la convention franco-russe du 17 août 1892 est entrée en vigueur immédiatement, automatiquement.

A l'inverse, l'histoire nous apprend que les « conversations d'états-majors » n'ont aucune valeur efficiente.

Au mois de juillet 1870, Napoléon III, se fiant aux « conversations secrètes »

qu'il entretenait depuis deux ans avec l'Autriche et l'Italie, comptait absolument sur la coopération militaire de ces deux puissances. Mais, aussitôt qu'il réclama leur concours, elles se dérobèrent en prétextant qu'elles ne s'étaient engagées à rien, qu'elles n'avaient rien signé. D'où, Frœschwiller, Forbach, Gravelotte, Sedan.

Veut-on un autre exemple? Depuis 1906, les états-majors français et britannique étudiaient, en commun, les modalités d'une coopération éventuelle contre l'Allemagne. Mais chacun des deux gouvernements avait spécifié qu'il considérait ces études comme n'ayant aucune valeur obligatoire et qu'il gardait la pleine maîtrise de sa décision finale. Eh bien! le 31 juillet 1914, à la veille

même du conflit et quand tout espoir de sauver la paix semblait irrémédiablement perdu, nous ne savions pas si l'Entente cordiale s'affirmerait sur les champs de bataille (1). Nous connûmes alors des angoisses terribles. Et c'est le 5 août seulement que le cabinet de Londres nous apprit enfin sa résolution d'intervenir dans la guerre. Depuis quelques heures déjà, les bombes allemandes pleuvaient sur Liége.

Osera-t-on dire maintenant que des « conversations d'états-majors » équivalent à une « alliance militaire »?

Mais il y a plus. D'après la thèse des réquisitoires allemands, il semble

(1) V. à cet égard, la belle lettre du président de la République au roi d'Angleterre. — Raymond Poincaré, *Souvenirs*, t. IV, p. 438.

qu'en 1906, nul péril extérieur n'ait motivé les conversations des états-majors britannique et belge : l'Europe jouissait d'une sérénité parfaite ; l'Allemagne ne s'occupait qu'à soutenir placidement ses droits devant la conférence d'Algésiras. Ainsi donc, huit années avant l'heure fatidique de 1914, la France et l'Angleterre auraient sournoisement préparé la violation de la neutralité belge comme le prélude nécessaire de l'agression qu'elles méditaient contre l'innocente Allemagne.

A lire de pareilles affirmations sous la plume d'écrivains sérieux, à constater l'éblouissante lumière, l'indiscutable évidence qu'elles projettent dans les cerveaux germaniques, on croit rêver, pour peu qu'on n'ait pas oublié le langage

comminatoire que la diplomatie et la presse allemandes tenaient, à cette époque, ni les fanfares belliqueuses de l'empereur Guillaume, ni ses invocations dithyrambiques à « la poudre sèche et l'épée bien aiguisée ! » On se demande même si toutes ces rodomontades, tout ce fracas d'insolences et de provocations n'étaient pas un simple divertissement, une facéticuse hâblerie du César impulsif et trépidant, qui s'amusait périodiquement à terrifier le monde par des éclats de voix, des bruits de sabre et des cliquetis d'éperons.

Mais non ! La réalité n'était que trop conforme aux apparences officielles. Les gesticulations mélodramatiques de Guillaume étaient ridicules et superflues ; il faut néanmoins rendre

hommage à la sincérité du comédien.

Car il est désormais acquis à l'histoire que, dans les années 1904-1906, l'Allemagne, personnifiée par son Empereur, ses généraux, et son chancelier, a froidement conçu le projet d'une conflagration générale qui débuterait par une irruption foudroyante de ses armées sur le territoire belge.

La France et l'Angleterre ont connu en temps opportun cette machination, qu'elles se sont aussitôt appliquées à déjouer. Un hasard des plus étranges leur a de plus révélé, avec une extrême précision, le péril effrayant qui menaçait l'indépendance et l'intégrité de la Belgique. C'était donc pour elles non seulement un droit mais un devoir d'examiner entre elles puis avec l'état-major

belge les mesures militaires qui pouvaient arrêter l'invasion allemande sur les bords de la Meuse.

Les circonstances de ma carrière diplomatique me permettent d'apporter là-dessus quelques renseignements, puisés aux meilleures sources (1). Il me suffit d'emprunter à mon Journal quotidien les pages qui suivent.

(1) A cette époque, j'étais ministre plénipotentiaire, sous-directeur adjoint des Affaires politiques, au ministère des Affaires étrangères ; j'avais spécialement pour attribution « les affaires réservées ».

Lundi, 25 *avril* 1904.

A Rome, le Président de la République va de fête en fête et d'acclamations en acclamations (1). Le rapprochement franco-italien, qui, jusqu'à ce jour, n'était qu'un rouage interne, un ressort invisible de notre appareil diplomatique, reçoit pour ainsi dire la consécration populaire.

Dans le toast officiel qu'il a porté ce

(1) M. Loubet, président de la République, accompagné de M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, était allé rendre au roi Victor-Emmanuel III la visite que ce souverain lui avait faite, à Paris, en octobre 1903.

soir, au dîner de gala, Victor-Emmanuel a très heureusement invoqué « les ineffaçables souvenirs » qui unissent les deux peuples et qui leur offrent aujourd'hui l'occasion « d'affirmer à nouveau leur amitié... » Sans doute, l'alliance franco-italienne est loin d'être conclue ; mais elle est dorénavant possible. Et c'est déjà beaucoup ! L'accord franco-anglais du 8 avril dernier a certainement contribué à ce résultat ; l'Italie sait qu'elle pourra désormais s'appuyer à la fois sur Paris et sur Londres pour se dégager de la servitude où la tiennent les Empires germaniques.

Quand Delcassé, insistant naguère pour amener le Président de la République à Rome, s'évertuait à lui démon-

trer que « l'état de l'Europe nous oblige à nous assurer l'alliance italienne »; quand il lui tenait opiniâtrément ce ferme langage, il avait encore plus raison qu'il ne croyait. En voici la preuve.

Notre chef d'état-major, le général Pendézec, m'avait prié de passer à son bureau cet après-midi, pour me parler de l'alliance russe, dont l'efficacité militaire est évidemment très amoindrie par l'énorme effort que nos alliés vont avoir à soutenir en Extrême-Orient. Nous avons déjà bien des fois traité le sujet; notre conclusion a toujours été la même : « Tant que les Russes seront aux prises avec les Japonais, la diplomatie française doit éviter soigneusement toute querelle, à plus forte raison tout conflit avec l'Allemagne. »

Après m'avoir recommandé un rigoureux secret sur ce qu'il allait me dire, le général Pendézec a étalé devant moi une grande carte, figurant la Belgique, les provinces rhénanes, le nord et l'est de la France.

« — Et maintenant, poursuivit-il, écoutez-moi bien. Je vais vous exposer le nouveau plan de concentration que l'État-major allemand vient d'adopter contre la France. »

Je l'interromps, avec stupeur :

« — Comment le connaissez-vous, ce plan?

« — Je vous le dirai pour finir... Mais je vous garantis l'exactitude absolue de ce que vous allez entendre. »

Je résume ci-après son minutieux exposé :

« — Dans le cas d'un conflit avec la France, l'Allemagne réduirait à 6 corps d'armée sa couverture du côté russe ; elle en masserait 36 sur sa frontière occidentale, ou, plus exactement, la valeur de 36 corps, car il n'y aurait que 26 corps en première ligne, le reste se composant de divisions de réserve. Ces 26 corps seraient répartis en 4 armées. Leur distribution géographique serait la suivante : une armée de 9 corps et 2 armées de 4 corps dans la région de la Moselle et de la Sarre, avec la vallée de la Meurthe comme objectif ; une armée de 9 corps dans la région d'Aix-la-Chapelle et de Malmédy avec la vallée de l'Oise comme objectif. Cette dernière armée passerait par Liége, Namur, Charleroi, Maubeuge, d'où, par Guise, Noyon et

Compiègne, elle marcherait droit sur Paris, tandis que les trois autres armées, opérant vers la Meurthe, retiendraient contre elles toutes nos forces du Nord-Est. »

Avec une impassible froideur, que dément l'éclat sombre de ses yeux, le général Pendézec conclut :

« — Ai-je besoin de vous dire que nous ne pourrions pas résister à une pareille attaque?... Nous serions immédiatement submergés. »

Il me révèle enfin l'origine de ses informations :

« — Récemment, un officier, qui semble être un des généraux attachés au Grand Etat-major de Berlin, nous a écrit, de Liége, pour nous offrir *quelques documents de la plus haute importance.*

Notre service de renseignements s'est mis en relations avec lui, par l'entremise du capitaine Lambling, que vous connaissez (1). Le traître nous a livré tout le nouveau plan d'opérations adopté par l'État-major allemand, avec un tableau précis de ce que nous appelons techniquement les *zones de concentration.* Nous avons pu vérifier les pièces dont il s'était muni et les explications orales qu'il y a jointes : les unes et les autres m'inspirent une certitude absolue... Quant à la personnalité du traître, nous l'ignorons totalement ; nous n'avons même plus le moyen de correspondre avec lui. Trois fois, par une lettre datée de Liége, il a donné rendez-vous à Lambling ; la

(1) Le capitaine Lambling, du 25e régiment d'artillerie, était détaché au Service des renseignements.

première fois, c'était à Paris, la seconde à Bruxelles, la troisième à Nice, et toujours dans un hôtel de grand luxe. Mais, chaque fois, il ne s'est montré à Lambling que la tête enveloppée de bandages, comme s'il venait de subir une opération chirurgicale ; on ne voyait de lui qu'une moustache grise et des yeux perçants. A leur première entrevue, il a exigé de Lambling le serment que nous respecterions son incognito, que nous ne le ferions pas suivre par nos policiers ; il lui a dit : *J'ai pris mes dispositions pour quitter l'hôtel dans une heure. Si je m'aperçois que vous me faites suivre, vous ne me reverrez jamais et vous ne saurez pas tout ce que j'ai encore à vous apprendre...* Il a plusieurs fois déclaré à Lambling : *J'ai parfaitement conscience*

de mon ignominie, mais on s'est conduit envers moi d'une façon plus ignominieuse encore, et je me venge!... Les trois lettres, datées de Liége, que nous avons reçues de lui, sont signées : *le Vengeur!* Il a néanmoins demandé, pour le prix de ses fournitures et pour ses frais de voyage, 60 000 francs ; nous les lui avons donnés sans marchander, car ses révélations sont sans prix (1). »

(1) Au mois de décembre 1929, M.le maréchal Pétain a bien voulu ouvrir une enquête au ministère de la Guerre pour vérifier l'exactitude et l'authenticité des révélations que l'on vient de lire. Cette enquête a établi que tous les documents secrets, conservés aux archives particulières du Service des renseignements, ont été brûlés par ordre supérieur, au mois d'août 1914, sous l'impression de la bataille de Charleroi. Les pièces livrées par le *Vengeur* n'existent donc plus.

Néanmoins, on a découvert aux archives du 3e bureau de l'État-major (Service des opérations militaires) deux des cartes géographiques, jointes aux

Samedi, 30 *avril* 1904.

Après un rapide voyage en Italie, Guillaume II vient de rentrer en Allemagne. Depuis quelques jours, on nous

notes manuscrites du traître. J'ai reconnu ces cartes.

Enfin, on a retrouvé l'officier qui, en 1904, s'occupait des affaires allemandes, au 2e bureau de l'État-major (Services des armées étrangères) : le capitaine Barthélemy, aujourd'hui retraité comme général de brigade à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine). Cet officier a gardé la minute d'un rapport dont il fut chargé en vue de coordonner les informations que le Service des renseignements venait de remettre au chef de l'État-major. Ce rapport s'adapte exactement aux révélations du *Vengeur*.

D'autre part, je pourrais invoquer personnellement un témoignage non moins décisif. M. le baron de Saulces de Freycinet, ancien capitaine de frégate, qui

signalait de partout sa mauvaise humeur et son irritation. L'accueil chaleureux, que le Président de la République et Delcassé recevaient à Rome, nous expliquait suffisamment ses propos amers. Il s'y est ajouté, pendant son escale à Venise, une blessure toute personnelle, d'ordre sentimental et assez ridicule.

était chef de la 1re section de l'État-major de la Marine en 1904 et qui, à ce titre, était mon collègue à la Commission secrète des Instructions de guerre, m'a écrit la lettre suivante, datée de Ploubalay (Côtes-du-Nord), le 11 août 1932 : *C'est avec le plus vif intérêt que j'ai pris connaissance de l'article que vous destinez à la* Revue des Deux Mondes (a . *Les précisions, que cet article contient sur la livraison du plan Schlieffen par « le Vengeur », reproduisent avec autant d'exactitude que de clarté celles qui nous furent données en* 1904, *au cours de nos réunions de la Commission des Instructions de guerre.*

(a) Cette étude fut d'abord publiée à *la Revue des Deux Mondes,* le 1er octobre 1932.

Aussi, dès son arrivée sur le territoire allemand, il a déchargé sa colère, en adressant au bourgmestre de Carlsruhe ce discours impétueux, vrai discours de matamore : *L'accueil si cordial que je reçois ici continue dignement les magnifiques réceptions que j'ai trouvées en Italie. J'ai visité là-bas ces beaux rivages où demeurèrent jadis les Hohenstaufen... Aujourd'hui, la tâche du peuple allemand est lourde. Rappelons-nous donc la grande époque qui refit l'unité de notre peuple. Oui, rappelons-nous les batailles de Wœrth, de Wissembourg et de Sedan!*

Dimanche, 1er *mai* 1904.

Ce matin, à 8 heures, le Président de la République est rentré à Paris, avec Delcassé.

Le directeur des Affaires politiques, Georges Louis, était parmi les hauts fonctionnaires qui les attendaient à la gare de Lyon. Le ministre l'ayant pris dans sa voiture pour revenir au quai d'Orsay, il l'a aussitôt informé de la protestation solennelle que le Saint-Siège a remise, le 28 avril, à notre ambassadeur, Nisard (1).

(1) La visite du Président de la République au

Delcassé a reçu le coup, imperturbablement :

« — Elle est stupide, leur protestation !... Je n'éprouverai aucun embarras pour y répondre. Est-ce que le Saint-Siège prétend régenter nos rapports avec l'Italie. Ses griefs contre la maison de Savoie ne nous regardent pas. S'il veut rompre ses relations diplomatiques avec la France, qu'il les rompe !... Vous savez que je ne la désire pas, cette rupture ; que j'ai tout fait pour l'éviter. Mais, avant de la rendre inévitable, le Pape fera bien de calculer ce qu'elle lui

roi d'Italie avait été considérée par le Saint-Siège comme « une insupportable offense aux droits sacrés du Souverain Pontife », quoique M. Loubet eût exprimé le désir d'aller ensuite présenter ses hommages au pape Pie X. On sait qu'en 1920 le Vatican s'est départi de son intransigeance doctrinale.

rapportera. Pour nous, elle aura du moins une contre-partie : la possibilité de l'alliance italienne. Et cette possibilité, je la nomme déjà, dans le fond de moi-même, une certitude... »

A 7 heures du soir, pendant que le directeur des Affaires politiques remet la signature, Delcassé me fait appeler pour que je lui expose les révélations du *Vengeur*, dont Georges Louis vient de lui dire un mot.

Le Ministre m'écoute, les yeux fixes, les lèvres pincées. Quand j'ai fini :

« — Tout cela, dit-il, est fort grave. Mais quelle justification de ma politique !... Rapprochez les révélations du *Vengeur* et le discours de Carlsruhe. Vous y retrouverez la même idée, le

même objectif : la guerre à la France, la provocation de la France, l'écrasement de la France... Donc, plus que jamais, nous avons besoin de nouveaux alliés, puisque la Russie ne recouvrera pas, d'ici longtemps, sa liberté d'action en Europe (1). »

(1) Le 9 février 1904, la guerre avait éclaté entre la Russie et le Japon. Dès le premier jour, à la surprise de toute l'Europe, il fut évident que Nicolas II, par faiblesse, par naïveté, venait de se lancer dans une aventure désastreuse.

Nulle influence n'avait agi plus fortement sur son esprit que celle de l'empereur Guillaume. Depuis trois ans, son « cher cousin Willy » ne cessait de faire miroiter à ses yeux les perspectives séduisantes de l'Asie orientale. Constamment il lui répétait : « Dieu t'a prédestiné à défendre la civilisation chrétienne contre le péril jaune, à faire triompher la croix du Sauveur sur les rives de l'océan Pacifique. Ainsi donc la Mandchourie et la Corée doivent t'appartenir... »

Mardi, 4 *mai* 1904.

Notre attaché militaire en Russie, le général Moulin, qui arrive de Saint-Pétersbourg, vient me voir au quai d'Orsay. Il me confirme ses dépêches officielles, en y ajoutant des prévisions très pessimistes :

« — Les Russes obiendront-ils la victoire finale?... Je n'en suis pas certain. Mais, s'ils l'obtiennent, ils l'auront payée si chèrement qu'elle ne leur rapportera presque rien. Ils ont perdu la Corée pour toujours. Tout au plus pourront-ils se faire déléguer par la Chine une sorte de

suzeraineté sur la Mandchourie. Voilà le maximum de ce qu'ils peuvent espérer désormais... Et vous verrez le contre-coup dans la situation intérieure de l'Empire, le réveil des passions révolutionnaires !... »

Comme il achève ce pronostic, Delcassé me fait appeler pour m'entretenir de l'Allemagne, de l'empereur Guillaume et de la signification qu'il faut attribuer à son discours belliqueux de Carlsruhe. Il termine en me priant de faire contrôler, par le Service des renseignements de la Guerre, une information secrète qu'il a reçue directement de Berlin, au sujet du baron de Holstein, la fameuse « Éminence grise » de la Wilhelmstrasse.

Nous passons à l'offensive des Japonais en Mandchourie. Je lui raconte la

conversation que je viens d'avoir avec le général Moulin. Il m'écoute d'un air sinistre, sans un mot d'appréciation ; il s'exclame enfin :

« — Je comprends maintenant les insolences de Guillaume ! »

Mercredi, 11 *mai* 1904.

Je rencontre, sur le quai d'Orsay, le ministre de Suisse, Lardy ; nous faisons quelques pas ensemble.

De tous les diplomates résidant à Paris, je tiens Lardy pour le plus sérieux, le plus intelligent et surtout le plus perspicace. On prétend qu'il n'aime pas la France : je n'en sais rien ; mais je serais

étonné qu'il l'eût laissé voir, car ses sympathies ou ses antipathies n'interviennent jamais dans ses froids jugements.

Donc nous causons en marchant. Il me confie « les graves inquiétudes » que lui cause l'agitation de l'empereur Guillaume :

« — Je représente, me dit-il, un pays dont l'indépendance, l'avenir, l'existence même ont, pour seule garantie, sa neutralité. Vous comprenez dès lors combien les perspectives d'un grand conflit européen me préoccupent... Eh bien ! Tout ce que j'observe depuis quelque temps m'inspire des réflexions très noires. L'empereur Guillaume s'énerve et s'irrite de plus en plus. Votre accord avec l'Angleterre et le voyage de M. le

Président de la République à Rome l'ont exaspéré. D'où son discours fulminant de Carlsruhe... Comment M. Delcassé le juge-t-il, ce discours?

« — M. Delcassé pense que le discours de Carlsruhe n'est probablement qu'une boutade sans importance. Mais il n'écarte pas l'idée que ce soit l'ouverture d'une querelle. En ce cas nous n'aurions qu'à nous concerter avec nos amis et alliés pour tenir le coup et porter au besoin le débat devant l'Europe... »

Dimanche, 15 *mai* 1904.

L'opinion allemande s'excite et s'échauffe ; elle reproche à Bülow « sa poli-

tique d'imprévoyance et de maladresse » ; enfin elle ne craint pas de mettre directement le Kaiser en cause.

Un organe important de la presse, la *Correspondance parlementaire*, qui traduit assez bien l'opinion des nationaux libéraux, écrivait par exemple, ces jours-ci : « L'étonnant revirement, qui s'est produit naguère dans les relations de la France avec l'Angleterre et l'Italie, a motivé les discours impériaux de Carlsruhe et de Mayence. Il semble donc qu'un changement se prépare dans la haute direction de la politique allemande. Nous ne pouvons plus, en effet, continuer à nous rendre la risée de l'Europe ; nous devons cesser de courir successivement après toutes les puissances pour obtenir leurs faveurs. Cette course humi-

liante ne concorde plus avec les discours sensationnels où l'Empereur vient de rappeler nos victoires de Wissembourg, de Wœrth et de Sedan. Il est permis néanmoins de se demander si, au point de vue diplomatique, c'était habile de tenir un pareil langage. »

Jeudi, 2 *juin* 1904.

Depuis quelque temps, je suis frappé de voir se propager en Allemagne une mentalité nouvelle, une sorte de mysticisme national, qui attribue à la race germanique une vocation suréminente et providentielle dans le gouvernement

futur de l'humanité. D'où, cette conséquence pratique : les dirigeants de l'Allemagne doivent développer au maximum la puissance expansive du germanisme et ne pas craindre d'affirmer hautement sa juste prétention à l'hégémonie du globe, au *Welt-kaiserthum*. C'est le délire des grandeurs ; c'est la plus dangereuse des psychoses, la « psychose égocentrique », la « paranoïa revendicatrice ».

Le premier symptôme que j'en aie observé remonte à l'année 1900, à la mission ostentatoire du maréchal de Waldersee en Chine (1).

(1) Au printemps de 1900, une révolution xénophobe, la révolution des « Boxeurs », ayant soulevé tout le nord de la Chine, les légations étrangères, accréditées à Pékin, eurent à soutenir un très long siège. Pour les délivrer, il fallut envoyer au Petchili un corps expéditionnaire, composé de troupes françaises, russes, anglaises, allemandes et japonaises. L'empe-

Depuis lors, le mal n'a cessé de grandir et de s'implanter dans la conscience allemande. Il vient de se révéler une fois de plus à Stettin et à Lübeck, par des motions hautaines, émanant de l'Union coloniale et de la Ligue pangermanique. Après un long débat sur le Maroc, ces deux grandes sociétés ont adopté les conclusions suivantes : « L'Allemagne se sent humiliée de n'avoir pas été consultée pendant la négociation de l'accord franco-anglais. Elle se prétend aussi qualifiée que la France pour développer ses intérêts commerciaux et ses droits poli-

reur Guillaume avait sournoisement obtenu de son naïf cousin, le tsar Nicolas, que le commandement suprême de ces forces nationales fût confié au feld-maréchal de Waldersee. Le départ du maréchal pour la Chine avait offert à Guillaume II l'occasion d'une pompeuse mise en scène.

tiques dans l'empire du Maghreb ; elle exige donc, à tous égards, une situation équivalente ; elle réclame enfin, pour la marine impériale, la concession d'un port marocain sur l'océan Atlantique. »

Je signale à Delcassé la valeur symptomatique de ces conclusions. Il me répond, avec un haussement d'épaule :

— « C'est absurde ! C'est de la mégalomanie !... Où l'Allemagne veut-elle en venir? Ses intérêts au Maroc sont exclusivement commerciaux. L'accord franco-anglais ne les sauvegarde-t-il pas? Le prince de Radolin en a reçu de moi-même l'assurance explicite. Et, quelques jours plus tard, devant le Reichstag, le chancelier Bülow s'est déclaré pleinement satisfait de mon langage. Ainsi donc, je suis en règle vis-à-vis de Berlin...

Mais si, maintenant, l'Allemagne soutient qu'elle a des droits *politiques* au Maroc, si elle prétend y obtenir une situation équivalente à la nôtre, c'est qu'elle poursuit un dessein qui dépasse de beaucoup le Maroc... Ce dessein, je n'ai pas de peine à le deviner : il mène tout droit l'Allemagne à la guerre ! »

Et, comme je semble un peu surpris d'une conclusion aussi péremptoire, il insiste :

« — Rappelez-vous bien ce que je vous dis : la politique esbrouffeuse de Guillaume n'a pas d'autre issue que la guerre. »

Lundi, 11 *juillet* 1904.

Paul Cambon vient d'avoir une audience d'Édouard VII, qui désirait lui raconter sa récente visite à Kiel.

« — J'ai causé longuement, a dit le Roi, avec l'empereur Guillaume et le comte de Bülow ; je les ai trouvés, l'un et l'autre, fort préoccupés de nos confiantes relations ; ils attribuaient même à notre Accord du 8 avril un sens inquiétant. Je les ai rassurés en leur rappelant que l'Angleterre et la France avaient beaucoup d'intérêts communs ou concurrents ; elles les avaient tous réglés

dans un esprit équitable ; leur bonne entente constituait une garantie de plus pour la paix européenne... »

Paul Cambon a félicité le Roi de ce langage, le mieux fait pour calmer l'imagination soupçonneuse et toujours tracassée de Guillaume II ; notre ambassadeur a poursuivi :

« — La véritable cause du nervosisme, dont l'empereur Guillaume semble atteint depuis quelques mois, c'est qu'il n'avait jamais voulu croire à la possibilité d'une entente franco-anglaise ; il continuait à spéculer sur la mésintelligence de nos deux pays, comme d'ailleurs sur tous les ferments de discorde qui existent entre les puissances ; il s'était appliqué à se faire considérer comme l'arbitre suprême de l'Europe,

le défenseur et le garant de la paix générale ; en un mot il prétendait jouer partout le premier rôle. Et il voit, avec amertume, Votre Majesté lui prendre ce rôle.

« — Oui, a reparti Édouard VII en riant, il aime beaucoup à faire parler de lui. Les arrangements que nous avons négociés en dehors de lui, sans sa permission et sans son aide, l'ont stupéfié ; il en a éprouvé une sensation d'isolement, qu'il ne connaissait pas, d'où son agitation et sa mauvaise humeur. C'est pourquoi j'ai cru bon d'aller le voir.

« — Telle est bien la signification que le Gouvernement français et l'opinion française ont donnée au voyage de Votre Majesté... L'empereur Guillaume avait besoin d'un *sédatif :* vous le lui

avez apporté... Nous avons d'ailleurs remarqué l'habile rédaction de votre toast, l'art avec lequel vous avez laissé entendre que votre visite n'infirmait aucunement la valeur de nos accords.

« — C'était difficile, a repris le Roi ; je patinais sur la glace. Je m'en suis tiré en m'attachant au côté familial et sportif de mon voyage. L'Empereur m'a paru satisfait... Entre nous, j'ai constaté que l'Empereur est toujours travaillé par son désir d'aller à Paris. M. de Bülow m'a même demandé si ce projet me semblait réalisable. Je lui ai répondu qu'on pourrait y penser un jour, mais que ce jour n'est pas encore venu. Quel est votre sentiment?

« — Je crois en effet qu'une visite de Guillaume II à Paris serait pour le

moins prématurée ; elle réveillerait toute nos susceptibilités nationales... elle irait ainsi contre le but de l'Empereur... Je doute que ce projet soit réalisable avant un assez long terme.

« — C'est aussi mon opinion, a conclu le Roi ; mais il ne faut pas décourager les espérances d'un rapprochement. »

Après avoir lu devant moi le récit de cette conversation, Delcassé me dit :

« — L'empereur Guillaume poursuit son jeu... Voyez comme il est cabotin dans l'âme. Ce qu'il ambitionne par-dessus tout, c'est de venir officiellement à Paris et de s'y offrir aux acclamations des Parisiens. Quelle sottise ! Quelle puérilité !... J'admettrais qu'il vînt en France pour consacrer la réconciliation politique des deux peuples. Mais on ne

prélude pas à une réconciliation par du tam-tam, par une visite à grand orchestre... Non, si l'empereur Guillaume veut sincèrement rapprocher la France et l'Allemagne, qu'il commence par ne plus nous insulter ; qu'il cesse de nous lancer à la tête nos désastres de 1870, comme il l'a fait naguère à Carlsruhe ; qu'il s'abstienne de toute rodomontade pendant quelques mois ; enfin qu'il nous adresse, par son chancelier, des propositions fermes, positives, concrètes : et je les examinerai sans prévention... Naturellement, il ne pourrait s'agir que d'un accord spécial, portant sur des questions bien déterminées. En dehors de cela, et pour longtemps, je ne vois aucun rapprochement possible entre la France et l'Allemagne. »

Samedi, 6 *août* 1904.

L'état-major allemand pratique beaucoup le *Kriegspiel*, le « jeu » des opérations et manœuvres simulées sur la carte. On y traite les plus grands problèmes de la stratégie, en s'adaptant, d'aussi près que possible, aux contingences les plus vraisemblables d'une guerre prochaine. Les futurs commandants d'armée se préparent ainsi à leur rôle éventuel. D'ordinaire, les séances de *Kriegspiel* sont présidées par le général de Schlieffen, qui les anime de sa puissante et lumineuse volonté.

Notre service d'espionnage s'est procuré dernièrement quelques « notes » intéressantes sur ces travaux didactiques. Elles démontrent que, dans une guerre contre la France, la direction suprême des opérations allemandes, *die Oberste Heeresleitung*, s'inspirerait des principes suivants :

« 1° La priorité de l'offensive confère à l'assaillant un avantage inappréciable. Il importe donc que cette offensive soit engagée dans le plus bref délai possible, avec des effectifs énormes. — 2° Le but primordial de l'assaillant doit être l'anéantissement de l'ennemi. — 3° Cet anéantissement n'est réalisable que par des manœuvres encerclantes et refoulantes, développées sur un très grand diamètre, avec des ailes si fortes que nul obstacle

ne puisse leur résister. — 4° Un ennemi n'est pas vaincu, tant qu'il peut choisir encore la ligne de sa retraite. »

Le général Pendézec, par qui je connais ces notes, y voit une raison de plus de considérer comme authentiques les révélations du *Vengeur*.

Samedi, 29 *octobre* 1904.

Depuis plusieurs mois déjà, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Maurice Bompard, nous signale « le siège de la Russie par l'Allemagne », les efforts que Guillaume II ne cesse de faire auprès du Tsar « pour détruire l'alliance franco-

russe ». Voici une preuve toute récente de ce travail insidieux.

Sur la proposition du Kaiser, les deux souverains ont résolu d'attacher réciproquement à leurs personnes, « en qualité d'aides de camp », les attachés militaires de leurs ambassades respectives. C'est un retour à une pratique ancienne qu'avait supprimée Alexandre III ; elle n'a d'autre but que de faciliter les relations directes entre les deux monarques.

Lorsqu'il a reçu, en cette nouvelle qualité, le colonel Chébéko, l'empereur d'Allemagne lui a dit : « Remerciez Votre Auguste Maître de vous avoir attaché à Ma Personne. Et, pour inaugurer votre service, rappelez-lui que, si le roi d'Angleterre parle et écrit très bien, il ment toujours. »

Mardi, 1er *novembre* 1904.

Le général Silvestre, chef de la mission française à l'état-major du général Kouropatkine, nous envoie de Loutsiantoun, à la date du 13 octobre, les plus inquiétants pronostics sur le résultat de la campagne d'hiver pour les armées russes.

Il conclut catégoriquement que les Japonais sont désormais assurés de la victoire finale et que « la Russie doit faire la paix tout de suite à n'importe quelles conditions », car sa situation ne fera plus que s'aggraver de jour en jour.

Delcassé m'avait demandé hier de lui remettre une note sur « les relations personnelles de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas », telles que nous les connaissons ou les pressentons d'après nos informations secrètes.

Dans cette note, que je viens de lui remettre, ce qui l'a le plus frappé, c'est que, *dès l'avènement de Nicolas II*, le Kaiser a cherché à le circonvenir en ne cessant de calomnier, de vitupérer la France. Voici par exemple ce qu'il disait au prince Lobanow, ministre des Affaires étrangères, en lui donnant audience à Berlin, au mois d'octobre 1895, et nous tenons le renseignement du prince lui-même : « Je n'aime pas toutes ces visites royales et princières qui se succèdent à Paris ; elles ont pour effet de

consolider la République, en la représentant aux yeux des peuples comme un régime aussi normal que tout autre, et en leur faisant oublier que les monarchies sont d'institution divine, tandis que les républiques sont des créations humaines. Or, la consolidation du régime républicain en France est un danger pour tous les trônes. Et, permettez-moi de vous le dire, ce qu'il y a de plus fâcheux, de plus extraordinaire, c'est de voir le gouvernement le plus monarchique d'Europe entretenir avec cette République les rapports les plus intimes... Au contraire, il faudrait isoler la France, l'abandonner aux luttes intérieures de ses partis, la laisser *cuire dans son jus.* Et, si elle avait quelque velléité de s'épancher au dehors, par le moyen

d'une propagande révolutionnaire, les trois empereurs devraient s'unir aussitôt pour l'écraser complètement... »

Mercredi, 2 *novembre* 1904.

Mon vieil ami, le général de Lacroix, gouverneur militaire de Lyon, appelé à Paris pour déposer devant le conseil de guerre dans l'affaire Dautriche, vient déjeuner chez moi.

Je l'interroge sur l'état moral de l'armée, sur les effets de la campagne des « fiches » (1).

(1) Un député venait de révéler à la Chambre, pièces en mains, que la franc-maçonnerie avait

« — Les hommes de l'armée *active*, me dit-il, conservent un assez bon esprit. Quant aux officiers, malgré l'odieuse campagne que l'on mène contre eux, ils sont plus irrités que découragés... Les *réservistes*, au contraire, sont le plus souvent infectés d'antimilitarisme, d'internationalisme et d'anarchisme. En cas de mobilisation, il faudrait s'attendre de leur part à des mutineries graves... »

Nous examinons ensuite les mesures que notre accord secret de l'an dernier avec l'Italie nous permet de prendre sur la frontière des Alpes. Le général de Lacroix m'explique le plan de transport

organisé, dans les bureaux du ministère de la Guerre, un vaste système d'espionnage et de délation pour s'opposer à l'avancement des officiers considérés comme réactionnaires. L'opinion publique en était fort émue.

qui vient d'être adopté pour amener vers les Vosges 40 000 hommes de l'armée primitivement destinés à combattre les forces italiennes.

Ce soir, à 6 heures et demie, le Ministre me fait appeler. Il a mauvaise figure :

« — Asseyez-vous là, me dit-il, et prenez une plume. J'ai eu tout à l'heure deux graves entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne et l'ambassadeur d'Espagne ; je vais vous les raconter, vous les rédigerez ensuite. »

Quand j'ai fini d'écrire sous sa dictée, il ajoute :

« — Nous parlerons de tout cela demain... En ce moment, je ne pourrais... Ma tête éclate. »

Ci-joint les deux notes où j'ai consigné le récit du Ministre.

PREMIÈRE NOTE SECRÈTE

Le 2 novembre 1904 l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, revenu récemment de Berlin (le prince de Radolin a repris la direction de son ambassade le 27 octobre 1904) s'est présenté à l'audience diplomatique du Ministre.

Après avoir complimenté M. Delcassé sur la part qu'il a prise au règlement pacifique de l'incident du Dogger-Bank (1), le prince de Radolin s'est mis

(1) Dans la nuit du 21 au 22 octobre précédent, une escadre russe, forte de 32 navires, et qui se ren-

à parler de la guerre russo-japonaise.

« — Je ne saurais vous cacher mes appréhensions, dit-il. Puisque la guerre a éclaté en Extrême-Orient, eh bien ! qu'on s'y batte ! Mais il ne faudrait pas que le feu gagnât l'Europe... Les Japonais se montrent de plus en plus arrogants ; ils le prennent de haut avec les puissances neutres ; ils leur adressent

dait en Extrême-Orient au secours de Port-Arthur, traversait la mer du Nord, quand, aux approches de la côte anglaise, elle rencontra une flottille de pêcheurs sur le Dogger-Bank. Obsédée par la crainte des Japonais, elle prit ces innocents chalutiers pour une embuscade de torpilleurs ennemis et les foudroya aussitôt de sa puissante artillerie. L'incident souleva, dans toute l'Angleterre, une émotion formidable, un ouragan de fureur contre la Russie. Pendant plusieurs jours, on put croire que la flotte britannique allait courir sus à l'escadre russe et la détruire. L'habile intervention de M. Delcassé entre Saint-Pétersbourg et Londres réussit à calmer la querelle, en la soumettant à une commission arbitrale.

d'incessantes observations sur la manière dont elles doivent observer la neutralité... Sans doute, étant vainqueurs, ils ont conscience de la force que leur donne la victoire. Je ne peux croire, néanmoins, qu'ils prendraient un pareil ton s'ils n'étaient soutenus. Certainement l'Angleterre est derrière eux... Et c'est là ce qui m'inquiète, car, entre l'Angleterre et l'Allemagne, les relations ne sont pas bonnes. Les Anglais nous reprochent notre modeste prospérité commerciale. Qui sait où ces excitations nous peuvent mener? Je ne suis pas tranquille... Si votre impression diffère de la mienne, tant mieux! Je ne demande qu'à être rassuré. »

Puis, revenant à l'incident du Dogger-Bank, le prince de Radolin a poursuivi :

« — Cet incident était bien dangereux. Sans vous, l'Angleterre et la Russie allaient à un conflit, et le *casus fœderis* se posait... On m'a raconté que des officiers japonais, parmi lesquels l'attaché naval à Berlin, avaient préparé une embuscade contre l'escadre russe au sortir de la Baltique : des torpilles électriques devaient être lancées contre les cuirassés de Rojdestvinsky. Certes il y avait là de quoi rendre l'amiral attentif... Mais certainement la *vodka* a joué aussi son rôle dans l'affaire... C'est comme les grands-ducs ! Je suis dégoûté de les voir courir les cabarets quand 40 000 Russes se font tuer là-bas sur les champs de bataille. S'ils ne sont pas capables de se battre, pourquoi portent-ils l'uniforme militaire? Pourquoi se

chamarrent-ils de galons et d'aiguillettes? Pourquoi traînent-ils si tapageusement leurs sabres? Je suis révolté de leur conduite... Ah! Voilà qui n'est pas fait pour relever le prestige monarchique!... Ce spectacle m'attriste d'autant plus que nous avons plus d'amitié pour la Russie. Nos relations avec elle sont excellentes. Les deux empereurs entretiennent des rapports intimes; le Tsar sait qu'il peut dégarnir sans crainte la frontière occidentale de l'Empire. »

M. Delcassé a répondu simplement :

« — Je ne m'explique pas comment l'Angleterre pourrait rechercher un conflit. Elle sort d'une guerre qui a durement éprouvé son commerce et plus encore ses finances. Elle n'a pas, que je

sache, commencé la réorganisation de son armée. Enfin, j'ai pu constater hier encore les dispositions de son gouvernement qui, loin de vouloir exploiter l'incident du Dogger-Bank, s'est prêté franchement à mes efforts pour faciliter les explications entre les cabinets de Pétersbourg et de Londres. »

DEUXIÈME NOTE SECRÈTE

Le 2 novembre 1904, une demi-heure après que l'ambassadeur d'Allemagne sortait du cabinet de M. Delcassé, l'ambassadeur d'Espagne y entrait.

« — Vous venez de voir Radolin? demanda le marquis del Muni. Je ne sais

ce qu'il vous a dit. Mais voici le singulier langage qu'il m'a tenu, à moi. »

Et le marquis del Muni reproduit les propos que M. Delcassé venait d'entendre dans la bouche du prince Radolin (sauf l'allusion à la conduite des grands-ducs de Russie). Puis il rapporte comme suit le dialogue par lequel son entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne avait pris fin :

Le prince de Radolin. — « Il est impossible de tolérer ces insolences du Japon à l'égard des neutres et qui visent l'Allemagne. Le Japon ne prendrait certes pas ce ton s'il n'était soutenu, encouragé par l'Angleterre. La situation ne sera bientôt plus tenable. Or, si un conflit éclate entre l'Allemagne d'un côté, le Japon et l'Angleterre de l'autre,

l'alliance russo-allemande est faite dans les vingt-quatre heures. Et alors, c'est la guerre en Europe, la guerre générale.

Le marquis del Muni. — « Comment, la guerre en Europe, la guerre générale?... Mais la France, par exemple, peut rester neutre.

Le prince de Radolin. — « Ah ! cela non ! Impossible, tout à fait impossible ! Il faudra que la France se prononce : ou du côté de la Russie et de l'Allemagne, ou du côté de l'Angleterre !... Seul, M. Delcassé, avec la situation mondiale qu'il occupe, peut encore nous conserver la paix. Son crédit est grand à Londres, presque aussi grand qu'à Pétersbourg. Qu'il conseille donc aux Anglais de cesser de jouer avec le feu !

Le marquis del Muni. — « M'auto-

risez-vous à répéter vos paroles à M. Delcassé?

Le prince de Radolin. — « Je ne peux vous y autoriser, parce que je ne parle pas officiellement. Ce ne sont là que des impressions personnelles, que j'ai rapportées de Berlin d'où j'arrive. »

Après avoir répété ces propos à M. Delcassé, le marquis del Muni a dit : « Je suis persuadé que les impressions du prince de Radolin ne font que refléter le langage de l'Empereur qui témoigne à son ambassadeur (c'est le prince qui, du moins, l'affirme) autant de confiance que d'affection. »

N. B. — Il résulte d'informations secrètes et certaines, parvenues au ministère des Affaires étrangères, que le lan-

gage tenu par le prince de Radolin tant à M. Delcassé qu'au marquis del Muni ne traduit pas, comme il le prétend, des « impressions personnelles », mais qu'il est conforme à des instructions précises du chancelier allemand.

Vendredi, 4 *novembre* 1904.

A 5 heures, je vais prendre le thé chez le grand-duc Paul, dans son appartement de l'avenue d'Iéna (1). Il m'in-

(1) Le grand-duc Paul, frère d'Alexandre III, avait dû quitter la Russie quelques années auparavant, à cause de son mariage morganatique avec Mme Olga Valérianowna, future comtesse de Hohenfelsen et princesse Paley. La situation fort délicate où il se

terroge anxieusement sur l'affaire du Dogger-Bank et les suites possibles :

« — Si la guerre éclatait entre la Russie et l'Angleterre, que ferait la France? »

Je réponds :

« — La France demeurera toujours fidèle à son alliée ; mais notre pacte d'alliance prévoit une attaque de la Russie par l'Allemagne et non par l'Angleterre. »

D'un ton mystérieux, il reprend :

« — Je sais pertinemment que, si nous devions nous battre avec l'Angleterre, nous serions soutenus par l'Allemagne.

trouvait, à cette époque, par suite de sa brouille avec l'empereur Nicolas II, l'obligeait à mener une vie très retirée, dans laquelle j'avais l'honneur d'être admis. Le Tsar allait, d'ailleurs, lui accorder bientôt son pardon.

« — Sur quoi se fonde votre certitude?

« — Ce que je vais vous dire est pour vous seul... Eh bien, je sais, par une lettre de mon frère Serge, que l'empereur Guillaume a écrit tout récemment à l'empereur Nicolas : *Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. Et je forcerai la France à marcher avec nous.* »

Le grand-duc Paul est lié d'une intime affection avec son frère Serge, gouverneur général de Moscou. Les enfants qu'il a eus de sa première femme, Alexandra de Grèce, c'est-à-dire la grande-duchesse Marie, née en 1890 et le grand-duc Dimitry, né en 1891, sont élevés à Moscou, par la grande-duchesse Élisabeth-Féodorowna, sœur de l'Impératrice.

A 7 heures, je retourne au Quai d'Orsay, où je communique à Georges Louis les propos que m'a tenus le grand-duc Paul.

« — Maintenant, s'écrie-t-il, les voiles sont déchirés. C'est une grande affaire qui commence. Il va falloir aviser immédiatement. »

Très prudent, Georges Louis me demande :

« — Vous avez toute confiance dans le grand-duc Paul?

« — Oui, toute confiance, car c'est un très honnête homme, un cœur très noble, très chevaleresque.

« — Son frère, le grand-duc Serge, est-il en situation de connaître un document aussi secret qu'une lettre de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas?

« — Oh ! oui... Le grand-duc Serge est gouverneur général de Moscou ; il a épousé la sœur de l'impératrice Alexandra-Féodorowna ; il est, en outre, le chef du parti réactionnaire en Russie, le champion intraitable de l'autocratisme orthodoxe. Et je sais que l'Empereur s'ouvre avec lui — et peut-être avec lui seul — des choses les plus secrètes. »

Georges Louis s'apprête aussitôt à descendre chez le ministre ; mais, sur le pas de la porte, il réfléchit une seconde. Puis :

« — Rappelez-moi donc ce que nous avons appris, le printemps dernier, sur le nouveau plan stratégique de l'Allemagne. »

Je lui rappelle sommairement les ré-

vélations du *Vengeur*, la marche des armées allemandes par Liége, Namur, Charleroi, Maubeuge, en direction de Paris.

« — Cela, me dit-il, corrobore singulièrement la déclaration de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas : *Je forcerai la France à marcher avec nous* (1). »

(1) La correspondance intime de l'empereur Guillaume et de l'empereur Nicolas nous est aujourd'hui pleinement connue par les publications du gouvernement soviétique. Elle est pénible pour la mémoire du malheureux Tsar, dont l'irréflexion et la naïveté dépassèrent trop souvent la mesure permise. Depuis quelques mois, le Kaiser harcelait « son cher Nicky » d'opposer ouvertement à l'insolence de l'Angleterre, complice du Japon, une triple alliance de la Russie, de l'Allemagne et de la France. Il lui écrivait, par exemple : « Si tu ne disposes pas présentement de troupes suffisantes pour attaquer les Indes, tu en as cependant bien assez pour attaquer la Perse qui n'a pas d'armée... La peur de te voir arriver aux Indes par le Turkestan et en Afghanistan par la Perse

Samedi, 5 *novembre* 1904.

Ce matin, dès 8 heures et demie, par téléphone, Delcassé me prie de venir le voir immédiatement.

Il a les traits tirés, les yeux fébriles :

« — M. Georges Louis, me dit-il, m'a raconté hier soir votre entretien avec le

calmerait immédiatement les *jingoes* de Londres... » Quant à la France, elle rechignerait évidemment à l'intrusion de l'Allemagne dans son alliance avec la Russie. « Mais, une fois l'accord signé entre nous deux, elle serait bien obligée de s'y joindre... » Et Nicolas II n'osait ni rompre ni conclure cette perfide négociation, qui eut néanmoins pour épilogue, en juillet 1905, l'inavouable traité de Björko.

grand-duc Paul. Et, n'est-ce pas, vous me garantissez formellement les propos du grand-duc?

« — Oui, monsieur le Ministre. J'ai une confiance absolue dans les affirmations du grand-duc Paul. D'ailleurs, il m'a répété plusieurs fois la déclaration si catégorique de l'empereur Guillaume à l'empereur Nicolas : *Si tu as la guerre avec les Anglais, je mettrai ma flotte à ta disposition. ET JE FORCERAI LA FRANCE A MARCHER AVEC NOUS !*

« — Vous pensez bien que j'ai ruminé cela toute la nuit et que j'ai broyé du noir... Je vous disais, l'autre jour, que ce qui m'intriguait le plus dans la démarche de Radolin, c'était de savoir si elle était le résultat d'un accord entre Berlin et Pétersbourg. Eh bien ! Main-

tenant je ne doute plus de cet accord... Ainsi, nous allons peut-être à une guerre générale. Quelle sera donc notre position si, à la dernière minute, la Russie nous avoue qu'elle a lié partie avec l'Allemagne?... Nous aurons évidemment la ressource de rompre l'alliance. Mais alors nous nous trouverons seuls en présence de l'Allemagne, avec 24 corps d'armée contre 38, soit 840 000 hommes contre 1 400 000. Quant à nos forces navales, je n'en parle pas : je sais trop, hélas, que, grâce à M. Camille Pelletan, nous n'avons plus de flotte ! »

Sur ces mots, il se lève et parcourt à grands pas son cabinet, en soufflant et reniflant, ce qui est, chez lui, le signe de la plus vive émotion. Puis, les bras croisés, le front haut, le regard

provocant, il s'arrête devant moi :

« — Vous ne supposez pas que j'admette un seul instant l'idée d'entrer dans la combinaison russo-germanique? Hein ! Vous ne le supposez pas?... L'empereur Guillaume prétend *qu'il saura nous forcer à marcher avec lui.* Nous n'en sommes pas là ! Tout plutôt que de nous mettre à la remorque de l'Allemagne !... Il ne nous connaît pas, cet Empereur !... Quel imbécile !... Et dire qu'il y a, en France, des niais, des misérables qui l'admirent ! »

Soudain, il se calme, se rassied devant le bureau de Vergennes, et poursuit d'un ton posé qui rend ses paroles d'autant plus émouvantes :

« — Tant que le traité de Francfort n'aura pas été révisé, aucune collabora-

tion intime n'est possible entre la France et l'Allemagne. Nous affilier à la politique allemande, cela n'équivaudrait à rien de moins qu'à sanctionner irrévocablement la perte de l'Alsace-Lorraine. Et si, par malheur, notre instinct national ne se révoltait pas, ce serait la fin de la France... Maintenant, laissez-moi, mon cher Paléologue ; j'ai besoin de réfléchir aux moyens de contrecarrer les manœuvres de l'empereur Guillaume. »

A 7 heures et demie du soir, comme je rentre chez moi, Georges Louis me téléphone :

« Disposez-vous à partir pour Londres immédiatement. Le train est à 8 h. 40. Un de mes secrétaires se rend à la gare

du Nord où il prendra votre billet. Je serai chez vous dans un quart d'heure. »

Je dîne en hâte, pendant que mon domestique prépare ma valise.

Georges Louis arrive sur ces entrefaites :

« — Le Ministre, me dit-il, vous demande, comme un service personnel, de partir ce soir même pour Londres. Vous devinez par là combien il est troublé !... Il vous charge de mettre l'ambassadeur au courant de la situation et de lui demander conseil. Pour que vous puissiez donner à votre entretien toute la précision nécessaire, je vous apporte les quatre notes secrètes que vous m'aviez remises hier. Le Ministre vous recommande instamment de les porter sur vous-même pendant tout le voyage...

Ma voiture est en bas, je vous conduis à la gare. »

Durant le trajet, il me dit encore :

« — Le Ministre s'en remet complètement à M. Paul Cambon, pour les confidences qu'il croirait devoir faire à lord Lansdowne et même au Roi. »

Dimanche, 6 *novembre* 1904.

Arrivé à Londres, vers 6 heures du matin, je descends à l'ambassade.

Cette nuit, pendant la traversée de Calais à Douvres, je suis resté continuellement sur le pont. Un vent du nord, assez vif, balayait çà et là quelques

nuages. Au zénith, le ciel apparaissait d'un bleu sombre et pur. Je ne pouvais souhaiter un plus beau décor et plus stimulant pour voir clair en moi, pour méditer le problème que j'ai mission de soumettre à Paul Cambon.

De 10 heures à midi, je confère avec l'ambassadeur.

Pour l'instruire de la situation, je lui donne lecture de quatre notes qui ont pour objet : 1° l'entretien du Ministre avec l'ambassadeur d'Allemagne, en date du 2 novembre dernier ; 2° l'entretien du Ministre avec l'ambassadeur d'Espagne, en date du même jour ; 3° mon entretien avec le grand-duc Paul, en date d'avant-hier, et 4° les révélations du *Vengeur*, en date de mars-avril 1904.

Après un minutieux examen de ces pièces, l'ambassadeur me dit :

« — Le langage du prince de Radolin et la confidence du grand-duc Paul me confirment dans les impressions que j'ai recueillies moi-même ici, depuis l'incident du Dogger-Bank, à savoir que l'empereur Guillaume excite la Russie contre l'Angleterre. La situation me paraît donc préoccupante, je dirais même grave, si — ce que j'ignore — la démarche du prince de Radolin a été concertée entre Berlin et Pétersbourg... Quel est votre sentiment là-dessus?

« — Je ne doute pas que, malgré ses précautions oratoires, le Prince ait parlé, non pas spontanément, mais d'après des instructions formelles. Il ressort même de nos renseignements secrets que

ses déclarations à l'ambassadeur d'Espagne ont été approuvées par le chancelier allemand... L'affaire s'est-elle traitée par la voie officielle, de gouvernement à gouvernement, j'hésite à le croire. Ce qui est, selon moi, le plus vraisemblable, c'est que l'empereur Guillaume, cédant une fois de plus à sa nature fougueuse, ait assumé, dans la circonstance, une initiative qu'il supposait devoir plaire à son impérial cousin. Guillaume II est trop bien renseigné sur les choses de Russie pour ignorer que la guerre de Mandchourie devient chaque jour plus odieuse au peuple russe et que la révolution commence à gronder jusque dans les classes rurales. Il a donc pu se figurer que le gouvernement tsariste accueillerait volontiers une diver-

sion du côté de l'Europe... D'autre part, au point de vue égoïste de la politique allemande, un grand conflit européen n'offrirait-il pas aux empires germaniques une excellente occasion de rompre l'ingénieuse combinaison qui assure à la France le double profit d'une alliance avec la Russie et d'une entente avec l'Angleterre?

« — Hélas! Je crains que vous ne voyiez juste... Mais quelle est l'opinion de M. Delcassé?

« — Le Ministre s'est exprimé très librement hier matin devant moi, sans me dissimuler son émotion. Il voit, dans la confidence du grand-duc Paul, la preuve qu'une négociation intime se poursuit entre les deux empereurs et il ne doute pas que la démarche du prince

de Radolin ne soit la première manifestation de leur entente. Il craint donc que l'Allemagne ne nous somme bientôt d'accéder à une alliance germano-russe, ouvertement dirigée contre l'Angleterre. »

Paul Cambon réfléchit quelques secondes ; puis :

« — Dans tout ce que vous venez de me dire, savez-vous ce qui m'inquiète le plus? Ce sont les révélations de cet énigmatique personnage que vous appelez le *Vengeur*. »

Et, prenant un atlas, il me prie de lui expliquer, sur la carte, l'audacieux plan de campagne qui a pour but d'amener les armées allemandes aux sources de l'Oise, par le territoire belge.

Après un nouveau silence, Paul Cambon reprend :

« — Assurément, tout cela me trouble beaucoup. Je ne peux croire néanmoins que l'empereur Guillaume veuille la guerre. Il est poseur, fanfaron, cabotin ; mais il n'est pas belliqueux, parce qu'il ne connaît rien à la stratégie et que ses généraux lui ont fait sentir maintes fois qu'il n'y connaissait rien. S'il avait tant soit peu la vocation militaire, soyez sûr que depuis longtemps il nous aurait déclaré la guerre... N'importe ! Nous ne saurions être assez prudents. Et, tout d'abord, nous devons mettre le gouvernement britannique au courant de la dangereuse intrigue dont le grand-duc Paul vous a donné la clef. J'en parlerai, dès demain matin, à lord Lansdowne ; car aujourd'hui, comme tout Anglais qui se respecte, il est à la campagne ; le

week-end est une institution sacrée. »

A une heure, lunch. Le conseiller de l'ambassade, Geoffray, les secrétaires, de Seynes et Fleuriau, l'attaché militaire, colonel d'Amade, y assistent.

A 2 heures et demie, l'ambassadeur me ramène dans son cabinet. Puis, nos cigares allumés, nous reprenons l'examen de toutes les éventualités que nous avons passées en revue le matin. Voici nos conclusions, telles que Paul Cambon les résume devant moi :

« — C'est par une action simultanée à Saint-Pétersbourg et à Londres que nous pourrions le mieux déjouer les manigances de l'empereur Guillaume. A Saint-Pétersbourg, nous devons aborder

carrément la question avec le Tsar et lui dire : *Ne vous imaginez pas que nous accédions jamais à une alliance germano-russe dirigée contre l'Angleterre; nous tenons à l'amitié anglaise et nous y resterons fidèles. Du reste, cette amitié, nous l'avons mise plusieurs fois à votre service, et, par exemple, dans l'affaire du Dogger-Bank. Ne détruisez donc pas, de vos propres mains, l'alliance franco-russe; ne vous laissez pas entraîner par l'empereur Guillaume dans une aventure dont les suites seraient incalculables...* Simultanément, nous dirions à Londres : *Tout en restant les alliés du Japon, soyez plus souples dans vos rapports avec Saint-Pétersbourg. N'offrez plus à ce fou de Guillaume la moindre occasion d'exploiter contre vous les colères et les humi-*

liations du nationalisme russe. Aidez-nous à sauvegarder la paix de l'Europe... »

Je demande à l'ambassadeur :

« — Pensez-vous que le cabinet britannique entrerait dans nos vues?

« — Oui ; mais cela n'irait pas sans difficulté. Depuis l'affaire du Dogger-Bank, l'opinion anglaise est montée au plus haut point contre les Russes. Le moindre incident la rendrait furieuse. Et le gouvernement serait obligé de lui céder.

« — Obligé !... Vraiment?

« — Oui. Le ministère Balfour-Lansdowne-Chamberlain est un gouvernement vieilli, usé, qui n'a d'autre force que la faiblesse de ses adversaires. Il a perdu toute son autorité devant le pays. Je ne doute donc pas que, si l'opi-

nion s'emballait, il serait obligé de la suivre. »

A 4 heures, sous un ciel fumeux, je vais me promener à Regent's Park, avec le colonel d'Amade, que j'ai connu jadis quand je faisais mes stages de lieutenant de réserve aux batteries à cheval de la 5e division de cavalerie. Nous examinons le problème que je viens de traiter avec l'ambassadeur.

« — Je crois, me dit notre attaché militaire, qu'une heure grave est près de sonner pour l'Europe... L'humeur inquiète de Guillaume II peut, du jour au lendemain, faire éclater la guerre... Ici, dans l'état de nervosisme et d'irritation où les Anglais sont parvenus à l'égard des Russes, il suffirait d'un mi-

nime incident pour mettre le feu aux poudres... »

De 6 à 7 heures, travail à l'ambassade.

A 8 heures, je dîne au Saint-James-Club, avec d'Amade et Fleuriau.

Londres, lundi 7 novembre 1904.

Ce matin, Paul Cambon a conféré longuement avec le chef du *Foreign Office.*

De retour à l'ambassade, vers midi et quart, il me raconte son entretien :

— « Je n'ai rien dissimulé à lord Lansdowne de la mission que vous êtes venu remplir auprès de moi ; je lui ai

tout dit. Lord Lansdowne m'a répondu : *Ce sont là de mauvais présages; mais ils ne m'étonnent pas. J'ai depuis longtemps l'impression que l'Allemagne excite les Russes contre nous... Assurément, pour bien juger la situation, il faut se rappeler que l'empereur Guillaume est un impulsif et un brouillon, qu'il a l'esprit sans cesse en travail et qu'il est comme ces ténors qui ont toujours besoin de chanter un grand air. Ainsi, je l'ai entendu récemment, à Sandringham, porter un toast, dont la divulgation eût mis le feu à l'Europe. Le lendemain, il ne s'en souvenait déjà plus; il avait déjà une autre lubie en tête... Ce que vous m'avez dit ne révèle pas moins un sérieux danger; je vous suis reconnaissant de m'en avoir aussitôt informé. Nous avons un conseil*

de cabinet tout à l'heure; je vais communiquer notre conversation à mes collègues, puis, j'irai en parler au Roi... Quant aux moyens de contrecarrer la manœuvre allemande, lord Lansdowne se rallie complètement à nos idées. Il estime, comme nous, que le cabinet britannique doit éviter avec soin tout ce qui peut froisser la susceptibilité nationale des Russes. Il m'a dit en terminant : *Si l'on veut sauver la paix, il faut que chacun y mette du sien...* »

Là-dessus, nous passons dans la salle à manger, où le lunch est servi.

A 2 heures, je reprends le chemin de Paris, *viâ* Douvres et Calais.

Mardi, 8 *novembre* 1904.

Rentré à Paris hier soir à 9 h. 40.

Ce matin, à 9 heures, chez le Ministre.

Je lui rends compte de ma délibération avec Paul Cambon, il en approuve tous les points.

Quand j'ai terminé, il me lit quelques notes qu'il a jetées sur le papier, durant mon voyage, et qui justifient pleinement les conclusions que je viens de lui exposer.

Après une longue réflexion muette qui lui crispe les traits, il poursuit :

« — Maintenant, je vois bien ce que

je dois faire... Mais aurai-je le temps de le faire? Il me faut quinze jours au moins pour manœuvrer entre Londres et Pétersbourg... Or, supposez que le Tsar ait eu la faiblesse et la bêtise de se lier par écrit avec Guillaume ; supposez que, demain, le prince de Radolin nous mette en demeure d'opter entre l'amitié anglaise et une alliance germano-russe, alors, inévitablement, c'est la guerre... Car, jamais, jamais, je ne marcherai à la remorque de l'Allemagne, et j'aurai toute la France avec moi ! »

La pendule sonne 10 heures. Delcassé me quitte brusquement pour aller rapporter notre conversation au Président de la République, avant la séance habituelle du Conseil des ministres, qui se réunit à 10 heures et demie.

Vendredi, 11 *novembre* 1904.

Le général Pendézec vient me communiquer un certain nombre d'indices matériels que notre Service des renseignements a recueillis dans la région de Crefeld, Cologne, Aix-la-Chapelle, Malmédy, Hellenthal, Saint-With, et qui s'adaptent exactement aux curieuses révélations du *Vengeur*.

Quant au développement stratégique de la manœuvre, en direction de Liége, Namur, Charleroi, Maubeuge, il serait sans doute facile et rapide ; on présume donc que les forces allemandes pour-

raient arriver sur notre frontière septentrionale une dizaine de jours après avoir quitté la zone d'Aix-la-Chapelle ; car elles n'auraient que 180 kilomètres à parcourir, et la petite armée belge, surprise par la brusquerie de l'attaque, serait impuissante à les arrêter.

Je demande au chef d'état-major si notre plan de concentration est déjà modifié en vue de parer à cette offensive excentrique et foudroyante :

« — Hélas ! non, me répond-il. Rien n'est changé au *Plan XV* de 1903... Le général Brugère ne veut pas croire que les Allemands se risquent à violer aussi effrontément la neutralité belge, il admet tout au plus, qu'ils écorneraient un peu le Luxembourg. Notre dispositif de concentration s'échelonne donc toujours de

Belfort à Bar-le-Duc, en arrière de Toul et de Verdun, avec une forte réserve à Reims. Si les Allemands s'avançaient par le Luxembourg, cette réserve serait immédiatement dirigée sur l'Argonne pour étendre et consolider notre aile gauche... D'ailleurs, je compte reprendre bientôt la question avec le généralissime. Vous savez que la décision n'appartient qu'à lui seul. Moi, je ne suis que son préparateur et son exécutant (1). »

La grimace dont se crispent ses lèvres quand il articule cette dernière phrase, m'atteste une fois de plus la mésintelligence profonde, la sourde et jalouse ani-

(1) Le généralissime a seul qualité pour décider les plans de concentration et d'opération. Il ne les communique au ministre de la Guerre et au Conseil supérieur de la guerre que dans la mesure où il le croit nécessaire.

mosité, qui règnent entre le généralissime et le chef d'état-major.

Vendredi, 18 *novembre* 1904.

Paul Cambon vient d'avoir un long entretien avec le roi d'Angleterre, à la suite d'un dîner que les souverains britanniques offraient avant-hier au roi et à la reine de Portugal, au palais de Windsor.

Voici les passages principaux de la dépêche où notre ambassadeur a consigné cette importante conversation :

« ...Le Roi me fit asseoir à son côté, dans un coin écarté, et me demanda,

avec un air préoccupé, que je ne lui avais jamais vu, ce que je pensais de la situation. Je lui répétai tout ce que j'avais dit à lord Lansdowne... J'ajoutai que la détente des relations russo-anglaises était possible et même facile, si la presse ne s'en mêlait pas. — *Oui*, répondit-il ; *mais nous n'avons aucun moyen d'action sur la presse, et l'opinion publique peut s'exaspérer de plus belle. Et puis, nous ne savons pas ce qui se passe à Saint-Pétersbourg; il y a là un parti de la guerre, qui nous cherche querelle, comme dérivatif aux mécomptes de l'Extrême-Orient. Le grand-duc Alexis nous déteste; le grand-duc Alexandre pousse au conflit. L'Empereur, lui, est pacifique, bien intentionné; mais il suit toujours l'avis du dernier qui parle. Une guerre serait absurde, elle*

aurait des conséquences incalculables pour l'Europe entière, et vous-même vous seriez dans de grands embarras.

« Je répondis au Roi que je partageais son sentiment, mais qu'il oubliait un élément essentiel de la situation : c'était l'action de l'Allemagne qui poussait à la guerre et qui seule pourrait tirer parti d'une conflagration générale. — *Je le sais bien, a repris Sa Majesté; je sais tout cela; je ne comprends pas la politique de mon neveu qui parle à tort et à travers; je connais son action à Saint-Pétersbourg, mais je crains surtout les grands-ducs...* Et il revint sur les désastres qu'entraînerait une guerre entre l'Angleterre et la Russie : *Ce serait un cataclysme*, répéta-t-il plusieurs fois, *un cataclysme... Les Russes nous inquiéte-*

raient du côté de l'Inde... Je me demande si je ne devrais pas écrire à l'empereur Nicolas; j'y réfléchirai.

« Enfin, le Roi me dit : *Je vous prie de faire savoir à M. Loubet combien je lui suis reconnaissant de l'attitude de la France et des services qu'elle rend à la cause de la paix. Quant à M. Delcassé, dites-lui que j'ai en lui une confiance absolue, que je compte sur sa loyauté et sur son expérience pour nous épargner les horreurs d'un conflit.*

« Votre Excellence tirera elle-même les conclusions de la conversation royale. Il me semble qu'elle décèle une crainte très réelle de la guerre, une inquiétude sérieuse pour l'Inde, un ardent désir de faciliter le règlement de la difficulté pendante. Ces appréhensions du roi

Édouard doivent-elles être révélées à Saint-Pétersbourg? Je ne le crois pas : elles fourniraient des arguments au parti de la guerre, et Votre Excellence pensera sans doute qu'il est inutile d'exalter encore des ardeurs périlleuses. »

Vendredi, 25 *novembre* 1904.

Cet après-midi, je préside la *Commission secrète des Instructions de guerre*, où le commandant de Freycinet sera désormais remplacé par le capitaine de frégate Malo-Lefèvre qui vient d'être nommé chef de la 1re section de l'État-major général de la Marine.

Outre les affaires courantes (services d'information sur le territoire ennemi, organisation de relais dans les pays neutres, etc...), nous reprenons l'examen des instructions destinées aux commandants de nos forces navales pour l'acheminement de leur correspondance télégraphique en temps de guerre. Les mesures et les détours que j'ai eu à prendre ces temps-ci pour assurer la correspondance de l'escadre russe avec l'amirauté impériale, m'ont révélé que, sur beaucoup de points, notre système doit être modifié.

A l'issue de la séance, le lieutenant-colonel Holender, chef du 2e bureau de l'État-major de l'armée, vient m'exposer, de la part du général Pendézec, tout le détail des renseignements que notre ser-

vice d'espionnage s'est procurés sur la concentration éventuelle de neuf corps d'armée allemands, au nord-ouest des provinces rhénanes. D'après les indices relevés, la « zone de concentration » serait approximativement jalonnée par Aix-la-Chapelle et Malmédy. L'invasion du territoire belge commencerait donc par deux attaques simultanées ayant pour objectif le passage de la Meuse, en aval et en amont de Liége. La première colonne d'attaque longeant la frontière du Limbourg hollandais, se porterait, par Aubel, sur Visé, tandis que la deuxième colonne se porterait, par Stavelot, sur Huy, où les deux colonnes se réuniraient pour marcher conjointement sur Namur.

Lundi, 20 *février* 1905.

La presse allemande recommence à parler du Maroc, dans le visible dessein d'attiser contre nous l'opinion publique. La partie s'annonce dangereuse pour Delcassé.

Retenu au lit par une forte grippe, je reçois la visite du général Pendézec, chef de l'État-major de l'Armée. Il me confie son appréhension de nous voir engagés dans une politique « où l'Allemagne peut nous mettre, du jour au lendemain, dans une situation très pé-

rilleuse, puisque notre alliée russe est, pour longtemps, incapable de nous venir en aide ».

Il me parle ensuite du plan de campagne que son « collègue allemand », le général de Schlieffen, a fait adopter pour le cas d'une guerre contre la France et qui nous est connu, depuis bientôt un an, par les mystérieuses révélations du *Vengeur :*

« — Vous vous rappelez, me dit-il, que l'idée maîtresse de ce plan est de concentrer la masse principale des forces allemandes sur le front occidental et de leur faire exécuter, à travers la Belgique, une grande manœuvre débordante qui les amènerait, sans coup férir, dans la vallée de l'Oise... Les pièces officielles dont *le Vengeur* s'était muni et qu'il

nous a montrées, ne nous permettaient aucun doute sur la véracité de ses affirmations. Néanmoins, je les ai fait contrôler autant que possible. J'ai envoyé notamment quelques-uns de nos agents les plus sûrs dans la zone où doivent se concentrer les neuf corps d'armée qui auraient pour mission d'envahir la Belgique. D'après *le Vengeur*, cette zone s'étend à l'ouest des provinces rhénanes, depuis Malmédy jusqu'à Crefeld, en passant par Aix-la-Chapelle et Juliers. Nos agents ont minutieusement exploré le pays. Eh bien ! tous les travaux de chemins de fer, qu'implique la concentration d'une armée, c'est-à-dire les quais de débarquement, les garages de locomotives, les doublements de voies, etc..., tous ces travaux sont exé-

cutés ou, du moins, en cours d'exécution... Sur plusieurs points de la zone, les travaux, qui présentaient un caractère de moindre urgence, n'ont commencé qu'il y a cinq ou six semaines ; on les presse activement... Je considère que, désormais, le nouveau programme stratégique de l'État-major allemand est exécutable, au premier signe... Quant à la corrélation de ce programme avec les défaites de notre alliée russe en Extrême-Orient, vous la voyez comme moi ! »

Le général Pendézec me cite encore un détail curieux sur les pièces officielles dont s'était muni *le Vengeur* pour authentiquer ses révélations. Parmi ces pièces, il a montré son carnet d'instructions secrètes, réservé aux officiers du Grand-

Quartier général... Mais, comme le nom de l'officier détenteur est inscrit au verso de la couverture, le traître y avait ingénieusement collé, puis cacheté une feuille de papier noir qui empêchait de lire l'inscription. Il a même consenti à ce que son carnet fût emporté, pour quelques heures, au Service des renseignements, qui l'a fait rapidement photographier, page par page. *Le Vengeur* avait, du reste, déclaré au capitaine Lambling : *Si vous ne me rendez pas mon carnet, ou si je m'aperçois que vous avez décacheté la feuille de papier noir, vous saurez évidemment qui je suis; mais vous ne saurez par moi, rien de plus. Et nos relations en resteront là...* Quand, deux heures plus tard, il est rentré en possession de son carnet intact, il a

commencé froidement à déballer sa fourniture (1).

Samedi, 25 *février* 1905.

Encore souffrant de la grippe, je me rends au ministère, où Delcassé m'a

(1) Le colonel-général comte de Schlieffen fut mis à la retraite pour motif de santé, au mois de décembre 1905. Il eut pour successeur, à l'état-major de la Königsplatz, le lieutenant-général comte de Moltke, neveu de l'illustre feld-maréchal-général.

Le comte de Schlieffen est mort en 1913. Jusqu'à la fin, il préconisa l'offensive débordante par la Belgique, en insistant sur la nécessité absolue de chercher la prompte décision de la guerre dans une manœuvre foudroyante de l'aile droite. On prétend que sa dernière parole fut : « Renforcez l'aile droite ! »

C'est le lieutenant-général de Moltke, qui, au mois d'août 1914, exerçait la direction suprême des armées allemandes, sous l'autorité nominale de l'Empereur. Mais bientôt, écrasé par le poids de ses responsabilités et pressentant déjà l'issue fatale de la guerre, il tomba dans une neurasthénie épuisante, qui ne lui permit

convoqué pour délibérer avec Georges Louis et le général Pendézec.

Notre chef d'état-major répète avec force, devant le Ministre, tout ce qu'il me disait, il y a cinq jours, au pied de mon lit. Delcassé l'écoute en silence. Puis, se tournant vers Georges Louis et moi, il nous interroge du regard. Nous appuyons les dires de Pendézec. La bouche crispée, l'œil sombre, Delcassé nous congédie sèchement et sans émettre la moindre opinion. Mais, lorsque nous atteignons le seuil de la porte, il reprend vite le ton aimable pour nous jeter ces mots :

« — Ne doutez pas, messieurs, que je

pas de conserver son commandement. L'histoire lui opposera l'intrépide énergie, la tenace impassibilité du général Joffre.

vous sois très reconnaissant de votre franchise. »

Mardi, 6 *juin* 1905 (1).

Ce matin, à l'issue du Conseil des ministres, Delcassé a donné sa démission, que le Président de la République a aussitôt acceptée.

(1) Au printemps de 1905, l'Allemagne, encouragée par le désastre de l'armée russe à Moukden et la destruction de la flotte russe à Tsou-shima, crut le moment venu d'accentuer son attitude comminatoire envers la France. Une apparition théâtrale de l'empereur Guillaume à Tanger, répandit aussitôt une vive inquiétude à travers toute l'Europe. Le chef du Gouvernement français, M. Rouvier, s'imagina qu'il apaiserait les colères allemandes en leur sacrifiant M. Delcassé. Le 6 juin, celui-ci, désavoué par ses collègues, donna sa démission.

Sur son appel, à 2 heures, j'entre dans son cabinet, pour recevoir de ses mains les pièces confidentielles ou secrètes que je lui avais remises hier soir.

Il ne me cache pas son émotion, qui d'ailleurs lui fait monter les larmes aux yeux. Mais nulle plainte, nulle récrimination, nulle invective, nulle parole amère ou blessante : une grave et noble tristesse. En cette effusion douloureuse, le fond le plus intime de sa nature m'apparaît, comme je ne l'avais encore jamais vu. Ce n'est pas dans son orgueil ou son ambition qu'il souffre ; c'est dans son patriotisme, qui est toute sa religion.

Moi aussi, je suis ému ; car voilà sept ans que je vis dans l'intimité quotidienne de ce ministre que l'histoire classera certainement parmi les grands

serviteurs de la France et je lui dois les plus belles heures de ma carrière.

Il me raconte la délibération qui s'est tenue ce matin à la présidence de la République :

« — J'ai sommairement exposé, devant mes collègues, la thèse que vous savez. L'Allemagne, leur ai-je dit, l'Allemagne nous menace. Pour moi, ce n'est qu'un *bluff*. Donc nous devons résister... Or, voici que l'Angleterre nous offre son alliance ; j'estime que nous devons immédiatement l'accepter. Car, de deux choses l'une : ou l'Allemagne *bluffe* et elle soutiendra d'autant moins son *bluff* qu'elle verra l'Angleterre prête à nous défendre ; ou contre toutes mes prévisions, l'Allemagne veut réellement la guerre et, dans ce cas, la coopération de

la flotte anglaise est pour nous d'un intérêt vital... J'ai conclu : *Pesez bien, messieurs, la décision que vous allez prendre. Aujourd'hui l'Angleterre épouse hardiment notre cause. Mais demain, si elle nous voit faiblir, trembler devant les rodomontades insolentes de Guillaume, elle ne fera plus aucun fond sur nous. Et, retournant ses batteries, elle négociera bientôt avec Berlin une réconciliation, dont notre empire colonial paiera les frais...* Le Président de la République et les ministres m'ont écouté, sans m'interrompre une seule fois ; mais il me suffisait de les regarder pour comprendre que je parlais en vain, que leur résolution était prise et qu'avant même de m'entendre, ils m'avaient condamné... Rouvier m'a répondu : *Ne croyez pas que*

l'Allemagne bluffe. Elle est aussi inquiète qu'humiliée de l'isolement où vous la tenez, de l'encerclement que vous avez organisé autour d'elle. Dans notre litige marocain, elle voit une occasion excellente de rompre ce blocus. Et, pour le rompre, elle ira, s'il le faut, jusqu'aux dernières extrémités... D'autre part, elle sait que l'Angleterre nous a récemment offert son alliance militaire et navale... Je l'ai interrompu : *Comment l'Allemagne a-t-elle pu connaître une offre aussi secrète? Car, à Londres, il n'y a que trois personnes au courant : le Roi, Balfour et Lansdowne; ici, je n'en ai parlé qu'à M. le Président de la République et à vous-même!* Il a rougi, devinant trop bien ma pensée ; puis il a continué : *Tout ce que je peux vous dire, c'est que l'Allemagne connaît*

l'offre anglaise... Le chancelier Bülow m'a envoyé, il y a quelques jours, un de ses amis, pour me prévenir confidentiellement que, si nous acceptons la proposition du gouvernement britannique, l'Allemagne, qui en sera bientôt informée, nous déclarera la guerre... Il n'a pas osé nommer cet « ami » du chancelier Bülow, cet infect coulissier juif, H... N...! Devant les ministres atterrés, il a poursuivi, d'une voix mélodramatique : *Sommes-nous en état de soutenir une guerre contre l'Allemagne? Non, non!... Même avec la coopération de la flotte anglaise, nous irions à un désastre pire qu'en* 1870... *Nous serions des criminels de nous lancer dans une pareille aventure; la France ne s'en relèverait pas!...* Je m'attendais que le Président de la

République fît au moins semblant de soutenir un peu ma thèse ; pas un mot. Le Conseil n'avait plus qu'à trancher le débat ; il s'est prononcé à l'unanimité contre moi. »

Je le remercie, une fois encore, de la confiance absolue qu'il m'a si constamment témoignée :

« — Vous me permettrez, lui dis-je, d'aller causer, de temps à autre, avec vous? »

« — Oh oui !... Et savez-vous de quoi nous parlerons bientôt?... Nous parlerons de l'immense déception qui attend M. Rouvier dans ce cabinet d'où je vais sortir ; car les Allemands lui feront payer cher sa victoire d'aujourd'hui ! »

Vendredi, 9 *juin* 1905.

Le général Pendézec vient me raconter la délibération que le Conseil supérieur de la Guerre a tenue, avant-hier, sous la présidence du nouveau ministre Berteaux. Ce fut un simple rappel, une courte révision de tout ce que les chefs d'armée auraient à faire dans le cas d'une mobilisation générale.

Quant au dispositif de la concentration, rien n'est changé au *Plan XV*. Le généralissime Brugère n'admet pas encore la possibilité d'une grande offensive allemande qui, partant d'Aix-la-Cha-

pelle, se développerait sur les deux rives de la Meuse, en direction de Namur et de Maubeuge. Ainsi donc, le point extrême de notre aile gauche reste fixé à Bar-le-Duc.

Je demande alors au général Pendézec :

« — Sur quoi le général Brugère se fonde-t-il pour écarter la menace d'une grande offensive allemande à travers la Belgique, puisque notre Service des renseignements a constaté dans la région d'Aix-la-Chapelle, de Crefeld et de Malmédy, tous les indices prémonitoires d'une énorme concentration? »

Il me répond :

« — Le général Brugère ne croit pas que le potentiel numérique des armées allemandes leur permette d'exécuter une

opération d'une telle envergure ; il se refuse à croire que l'Allemagne soit capable de mobiliser, dès le premier jour, assez d'unités combattantes pour déborder par le Nord et l'Ouest, la masse des armées françaises... A cela j'objecte que nous connaissons mal le potentiel numérique des armées allemandes... Les corps d'*ersatz* et de réserve nous ménagent peut-être des surprises redoutables... Enfin ce qui me frappe le plus dans les révélations du *Vengeur*, c'est qu'elles s'accordent parfaitement avec les tendances actuelles de la stratégie allemande. Nous sommes très bien renseignés à cet égard : nous avons pu nous procurer des documents significatifs sur ce qu'on enseigne dans les conférences et les exercices d'état-major ; on ne

cesse d'y prôner la vertu des grandes offensives débordantes, seul moyen d'obtenir le rapide anéantissement de l'adversaire. L'idée de venir attaquer la France à travers la Belgique est tout à fait dans l'esprit de cette doctrine. »

Samedi, 24 *juin* 1905.

Ce matin, Rouvier a conféré longuement avec notre généralissime éventuel, le général Brugère. Puis il m'a prié de lui procurer des renseignements, « aussi exacts que possible », sur l'assistance militaire que la Russie pourrait encore nous prêter.

Le général Pendézec, à qui je viens de poser la question, me répond :

« — J'estime que, malgré ses désastres d'Extrême-Orient, la Russie serait encore en état de concentrer 350 000 hommes sur sa frontière occidentale ; mais, cette armée n'aurait plus que de la vieille artillerie : tous les canons du nouveau modèle sont en Mandchourie. L'effort militaire de notre alliée serait donc presque nul. L'Allemagne se couvrirait suffisamment, du côté de la Vistule et du Niémen, avec 50 000 hommes de troupes actives et quelques divisions de landwehr. Enfin l'armée autrichienne aurait toute liberté d'envahir la Pologne, l'Ukraine, la Volhynie ; elle aurait ainsi la route libre jusqu'à Moscou.

— « Et la coopération de l'armée anglaise?

« — Je doute que, d'ici à plusieurs mois, l'armée anglaise puisse nous apporter un concours efficace. Je ne parle, bien entendu, que de l'armée ; car la flotte anglaise aurait un magnifique rôle à jouer... D'ailleurs, je ne doute pas que, si l'alliance de l'Angleterre nous était manifestement assurée, l'Allemagne y regarderait à deux fois avant de nous attaquer... »

Mardi, 22 *août* 1905.

Longue visite au général Brun, qui vient de remplacer le général Pendézec,

comme chef de l'État-major de l'Armée. Il me fait bonne impression par son langage net et sobre, son esprit fin, son intelligence ouverte et positive.

Je le mets au courant de la situation diplomatique ; j'insiste sur le fait que, malgré l'Accord du 8 juillet dernier, l'Allemagne ne cesse de nous tracasser au Maroc, d'exciter et d'appuyer le Sultan contre nous.

« — Somme toute, me dit le général Brun, vous ne constatez aucune amélioration dans nos rapports avec l'Allemagne?

« — Aucune.

« — Et du côté russe, quoi de nouveau?

« — Je crois que, d'ici peu, nous apprendrons la signature de la paix. Le président Roosevelt a pris résolument l'af-

faire en main. A Saint-Pétersbourg comme à Tokio, il intervient avec une telle fermeté, pour ne pas dire une telle brutalité, que les deux belligérants, qui sont d'ailleurs à bout de souffle, seront bientôt forcés de se réconcilier sur les bases qu'il leur indique.... »

Nous essayons de calculer ensuite le temps qui sera nécessaire à la Russie pour reconstituer ses forces militaires, quand elle pourra sortir enfin du guêpier mandchou. Voici notre conclusion :

« Dans l'hypothèse la plus favorable, c'est-à-dire le maintien et le raffermissement du tsarisme, *cinq années au moins* s'écouleront avant que l'armée russe puisse remplir, à notre égard, les obligations que l'alliance lui impose. »

Nous examinons enfin les modalités

pratiques et la valeur efficace d'une alliance anglaise. Le général Brun me dit, à ce propos :

« — Je fais étudier la question très secrètement, par notre attaché militaire à Londres, le commandant Huguet.. A première vue, j'estime que l'Angleterre pourrait débarquer à Anvers une centaine de mille hommes, entre le 15e et le 20e jour de la mobilisation. Cette armée, se réunissant à l'armée belge, attaquerait le flanc droit des armées allemandes si, comme nous avons tout lieu de le croire, nos ennemis engageaient leur offensive par la vallée de la Meuse, en direction de l'Oise... Mais, diplomatiquement, croyez-vous que nous puissions la voir se conclure un jour, cette alliance anglaise?

« — M. Rouvier, avec qui j'en ai parlé quelquefois, y répugne beaucoup. Néanmoins, il ne la repousse plus aussi catégoriquement qu'au début de son ministère : il commence à voir clair dans le jeu de l'Allemagne. »

Pour terminer, le général Brun me communique des renseignements très curieux que notre service d'espionnage vient de recueillir et d'où il résulterait que l'État-major allemand étudie les moyens de nous attaquer par le territoire suisse. Trois corps d'armée, débouchant de la haute Alsace, entre Delémont et Porrentruy, marcheraient sur Vesoul, de façon à tourner l'obstacle de Belfort-Montbéliard. L'invasion allemande s'effectuerait donc simultanément par la Belgique et par la Suisse...

Pourquoi la neutralité de la Suisse compterait-elle plus, aux yeux de l'Allemagne, que la neutralité de la Belgique (1) ?

Dimanche, 29 *octobre* 1905.

Une fois encore, Guillaume II vient d'emboucher la trompette de Bellone.

Mercredi dernier il s'était rendu officiellement à Dresde, où le roi de Saxe,

(1) Il semble que l'État-Major de la Kœnigsplatz ait persévéré jusqu'au début de 1913 dans son projet de passer par Delémont et Porrentruy pour envahir la Franche-Comté. Mais, au mois de septembre 1912 l'empereur Guillaume, ayant eu l'occasion de voir l'armée suisse manœuvrer à Kirchberg, fut si frappé de sa vigueur et de son instruction militaires, qu'il la jugea très capable de s'opposer à la marche des corps allemands qui tenteraient de pénétrer sur le territoire de la Confédération helvétique. On renonça donc à l'idée d'atteindre la région de Vesoul par le Jura suisse.

Frédéric-Auguste, lui avait préparé une réception éclatante.

Le premier soir, au dîner de gala, l'Empereur a porté ce toast : *Si l'Empire allemand se développe comme il le doit, nous pourrons alors, la visière rabattue et avec le courage qui sied aux hommes de notre race, regarder dans les yeux quiconque s'aviserait de nous barrer la route et de nous contrarier dans l'expansion légitime de nos intérêts.*

Le lendemain, seconde manifestation oratoire. Après avoir célébré l'inauguration d'une statue au maréchal de Moltke, Guillaume II, s'adressant aux officiers de la garde saxonne, a dit : *Remercions d'abord la Providence qui, à une époque décisive de notre histoire, nous a gratifiés du Grand Empereur et de ses paladins...*

Puis, messieurs, pensons à l'avenir. Vous avez vu dans quelle position nous nous sommes trouvés, sous les yeux du monde, il y a quelques mois. Donc, hourrah pour la poudre sèche et les sabres bien aiguisés!

Dans toute la presse allemande, sauf dans les journaux socialistes, on prodigue les éloges à ces harangues impériales. Et, pour nous en mieux faire sentir l'importance, l'officieuse *Post* a soin de nous apprendre que « chacune des paroles prononcées par l'Empereur est le fruit d'une longue méditation ».

Lundi, 6 *novembre* 1905.

Conversation avec le général Brun sur l'infaillible éventualité d'une guerre

franco-allemande et particulièrement sur le péril mortel dont les révélations du *Vengeur* menacent désormais la France.

« — Je crains, me dit-il, qu'au début des hostilités, nous ne soyons obligés de ramener nos armées très loin en arrière, peut-être jusqu'à la Seine ou l'Aube... »

Puis notre chef d'état-major m'expose la doctrine de Clausewitz sur *le point limite de l'offensive*, c'est-à-dire le point où le vainqueur, épuisé par l'exagération de son avance et par la fatigue de ses victoires, est contraint de s'arrêter. Alors se produit *le renversement des forces*. Pour peu que le vaincu ait gardé son énergie morale et sa liberté de manœuvre, les chances de la lutte se retournent subitement à son profit. C'est la grande leçon qui se dégage des

guerres napoléoniennes ; c'est l'explication de leur épilogue ultime...

Le général Brun termine par ces mots :

« — Dans l'élaboration de nos plans stratégiques, j'ai sans cesse devant l'esprit nos erreurs de 1870 et notamment la plus grave, la plus insensée de toutes : la marche vers Sedan. Il fallait avoir perdu la tête ou n'avoir plus la moindre notion de la guerre pour envoyer l'armée de Châlons vers l'Ardenne et la Meuse. L'opération était inexécutable, surtout avec un chef aussi lent, aussi perplexe, aussi craintif que Mac-Mahon. Pour la réussir, il n'aurait pas fallu moins que l'audace impétueuse, la promptitude foudroyante d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon Ier. L'idée primitive de Mac-Mahon, et qu'il a été obligé d'aban-

donner sur l'ordre de l'Impératrice (1), était la seule raisonnable, la seule qui pouvait encore nous arrêter dans notre course à l'abîme. L'armée aurait dû rétrograder par échelons jusque sous les murs de Paris. Là, solidement appuyée aux ouvrages défensifs de la capitale mais gardant toute sa liberté de manœuvre, elle aurait offert la bataille. En cas d'insuccès, elle aurait de nouveau rétrogradé, toujours par échelons, vers la Loire ou vers l'Yonne, au besoin jusqu'en Touraine ou jusqu'au Morvan. Dès lors, le siège de Paris devenait impossible ; la résistance nationale avait le temps de s'organi-

(1) Pour apprécier la responsabilité personnelle de l'Impératrice dans cette décision, voir *les Entretiens de l'impératrice Eugénie*, p. 187 et s.

ser ; l'esprit public se relevait. Ainsi la physionomie de la guerre eût changé complètement. Et, quand serait venue l'heure de la paix, nous n'aurions pas été livrés à l'Allemagne pieds et poings liés. »

Pour conclure, je demande au général Brun :

« — Vous prévoyez donc que, si l'Allemagne nous attaquait demain, nous serions peut-être obligés de nous replier graduellement jusqu'à la Seine et l'Aube?

« — Hélas, oui... Tant que la Russie n'aura pas reconstitué sa puissance militaire, nous aurons grand'peine à soutenir le choc initial des armées allemandes se ruant par la Belgique... Mais n'oubliez pas ce que je viens de vous dire sur *le renversement des forces.* »

Jeudi, 9 *novembre* 1905.

Rouvier a dit ce matin à Georges Louis :

« — J'en ai assez des chicanes et des récriminations allemandes !... Si les gens de Berlin se figurent qu'ils vont m'intimider, ils se trompent. Je ne leur céderai plus rien... Advienne que pourra ! »

Et il a ponctué d'un terrible juron ces paroles fougueuses.

Le directeur lui a cité alors une phrase que notre ancien ambassadeur près le Saint-Siège, Nisard, m'écrivait, il y a quelques jours, et qui définit très juste-

ment, sous une forme pittoresque, l'état des rapports franco-allemands : « Les relations diplomatiques de la France et de l'Allemagne ne sont plus aujourd'hui que des relations d'avant-postes. »

Cet après-midi, je préside, quatre heures durant, la *Commission secrète des Instructions de guerre.*

Avec le capitaine de frégate Malo-Lefèvre, chef de section à l'État-major général de la Marine, le commandant Brissé, chef du Service des renseignements au ministère de la Guerre, le capitaine Gander, officier d'ordonnance du chef d'état-major de l'Armée, et mon collègue Piccioni, chef de nos services cryptographiques, je procède à une minutieuse révision de toutes les mesures que nous

avons prévues pour l'hypothèse d'un grand conflit européen, à savoir :

1° Surveillance des frontières allemandes sur les points où se manifesteraient nécessairement les indices précurseurs d'une mobilisation générale ;

2° Surveillance de la concentration de l'armée allemande, spécialement dans les régions de Cologne, Aix-la-Chapelle, Malmédy, Trèves, Sarrelouis, Château-Salins, Mulhouse et Altkirch ;

3° Service des renseignements sur territoire ennemi, par le détour du Danemark, de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la Suisse ;

4° Communications télégraphiques entre la France et la Russie, par le détour du Danemark (Esbjerg) et de la Suède (Haparanda), par le détour des

États-Unis et du câble trans-pacifique, par le détour de Malte, Aden, Bombay et la Perse, etc..., etc...

En fin de séance, le capitaine Gandar, me parlant au nom du général Brun, me prie de mettre à l'étude un programme de relations éventuelles avec l'état-major et l'amirauté britanniques, même pour le cas où l'Angleterre ne se déclarerait pas ouvertement notre alliée.

Vendredi, 22 *décembre* 1905.

Avant-hier, tandis que Paul Cambon était reçu en audience par Édouard VII, le commandant Huguet, notre attaché

militaire, étudiait officieusement avec le général Grierson, directeur des opérations militaires au War-Office, les modalités d'une coopération franco-anglaise contre l'Allemagne.

Voici, en résumé, les déclarations du général Grierson. « Un plan de débarquement à Anvers est préparé pour 115 000 hommes (soit 3 corps d'armée et 4 brigades de cavalerie). Cette armée pourrait arriver devant Bruxelles, entre le 12e et le 21e jour de la mobilisation... On a prévu, en outre, que 2 divisions venant de Gibraltar, de Malte et d'Égypte, pourraient débarquer à Marseille, le 18e jour de la mobilisation... L'armée britannique, réunie à l'armée belge devant Bruxelles, se porterait de là sur le flanc droit des armées alle-

mandes... Si le gouvernement belge n'autorisait pas le débarquement à Anvers, l'armée britannique débarquerait dans les ports de la Manche, d'où elle irait s'incorporer à l'aile gauche des armées françaises. »

Samedi, 23 *décembre* 1905.

Ce matin, Rouvier me prie de lui rappeler minutieusement tout ce que nous savons sur les intentions agressives et les plans stratégiques de l'Allemagne contre la France. Quand j'ai fini et qu'il tient encore dans ses doigts la note où j'ai consigné les révélations du *Vengeur*, il me dit :

« — Évidemment, l'alliance anglaise nous est indispensable ; elle est devenue pour nous une nécessité nationale. Je vais donc autoriser Paul Cambon à reprendre les pourparlers secrets. »

Ainsi, par la force des choses, Rouvier en arrive exactement aux conclusions pratiques de Delcassé.

Ensuite, après une conférence avec Georges Louis, il adresse à Paul Cambon ce télégramme :

Je suis d'avis que vous repreniez et poussiez un peu plus loin l'entretien que le roi Édouard vous a conseillé d'engager. Il est bien entendu qu'il s'agirait, non pas d'arriver à un accord ferme et immédiat qu'il faut éviter au contraire, mais uniquement de vous assurer si, le cas échéant,

un tel accord pourrait être conclu rapidement.

Là se terminait le texte rédigé par le directeur politique. Rouvier, encore troublé sans doute, par ses craintes récentes, a cru devoir ajouter de sa main : *...et même si les dispositions actuelles du gouvernement britannique sont si certaines qu'un tel accord soit superflu.*

Jeudi, 11 *janvier* 1906.

Hier, Paul Cambon, s'autorisant des fermes déclarations qu'il a reçues naguère du Roi, a demandé catégoriquement à Sir Edward Grey :

« — Si l'Allemagne attaquait la France, le gouvernement de la République pourrait-il compter sur l'appui de l'Angleterre et, pour plus de précision, sur le concours des forces britanniques? »

Sans paraître surpris de cette question, Sir Edward Grey n'a pas cru pouvoir y répondre avant d'avoir consulté ses collègues du cabinet. D'ailleurs, pour une délibération aussi grave, il faut attendre la fin des élections prochaines. Avant d'adopter une ligne de conduite le Gouvernement a besoin de connaître le verdict populaire. Le secrétaire d'État ne s'en est pas tenu à cette déclaration équivoque ; il a poursuivi :

« — D'après mon sentiment personnel, les sympathies de la nation anglaise

pour votre pays sont devenues telles que, si l'Allemagne vous attaquait, je ne doute pas que notre opinion publique se manifeste aussitôt, et même avec beaucoup de force, dans le sens d'un appui à la France. »

Rassuré par la droiture et la fermeté de ces paroles, Cambon a repris :

« — Vous savez que les appréhensions de ces derniers mois avaient imposé aux états-majors de nos deux pays le devoir d'étudier, en dehors des gouvernements et dans un secret absolu, certaines mesures militaires et navales, certaines conceptions stratégiques. Ne pensez-vous pas qu'il serait bon de poursuivre ce genre d'études?

« — Je n'y vois pas d'inconvénient. »

Samedi, 13 *janvier* 1906.

De 3 à 6 heures, je travaille avec le chef de l'État-major de l'Armée pour déterminer les conditions et modalités dans lesquelles vont se poursuivre les préparatifs secrets d'une coopération franco-anglaise contre l'Allemagne.

Le général Brun m'expose, à grands traits, comment il conçoit l'insertion d'une armée anglaise dans notre ligne de bataille pour arrêter le flot d'une invasion allemande qui déferlerait par la Belgique, vers Maubeuge et la vallée de l'Oise.

« — Je ne pense pas, me dit-il, qu'avant plusieurs années, l'état-major britannique soit en état d'expédier sur le continent plus de 120 000 hommes. Ils devraient débarquer entre Dunkerque et le Havre afin d'arriver, dans le plus bref délai, sur les bords de la Sambre ; j'estime que, dès le 12e jour, ils pourraient prendre position de Mons à Maubeuge, avec leurs réserves autour de Valenciennes... D'après les renseignements du *Vengeur*, il est probable que les Allemands auront déjà dépassé Namur, s'ils ne sont même pas à Charleroi... Nous n'aurons pas trop de nos alliés anglais pour nous aider à supporter la violence des premiers chocs... »

Puis il énumère devant moi toutes les mesures que nous aurons à com-

biner avec le *War-Office :* débarquement des troupes anglaises dans les ports français, lignes d'étapes et de communications ; soudure stratégique aux armées françaises ; relations des états-majors alliés ; approvisionnements, hôpitaux, etc... etc...

Lundi, 22 *janvier* 1906.

Le général Brun vient passer deux heures dans mon bureau pour travailler sur l'alliance franco-russe et déterminer dans quelle mesure la convention de 1892 et les conventions annexes demeurent applicables. Le successeur du général

Sakharow à l'état-major de Saint-Pétersbourg, le général Palitsyne, nous témoigne les meilleures dispositions et nous offre libéralement tout ce qu'il peut nous offrir..., peu de chose, hélas ! Il nous apparaît néanmoins que, sauf le cas d'une tourmente révolutionnaire, l'armée russe pourra d'ici à trois ou quatre ans attirer sur elle une masse importante des forces germaniques et même envahir la Prusse orientale. Au surplus, le général Palitsyne nous affirme que, dès maintenant, si l'Allemagne attaquait la France, notre alliée ne resterait pas inactive : elle s'imposerait loyalement tout l'effort possible. Quant aux modalités de cet effort, le chef d'état-major russe étudie un programme qu'il viendra nous soumettre, vers le 15 avril.

De la Russie, nous passons à l'Italie.

« — N'est-ce pas, me dit le général Brun, nous pouvons absolument compter que, dans le cas d'une guerre franco-allemande, l'Italie resterait neutre?

« — Oui, l'accord secret du 1er novembre 1902 est formel : *Au cas où la France serait l'objet d'une agression directe ou indirecte, l'Italie gardera une stricte neutralité.* »

Il m'expose alors le dernier état des mesures prévues pour transporter rapidement sur la frontière des Vosges les corps d'armée qui garnissent la frontière des Alpes.

« — Mais, ajoute-t-il, pourquoi l'Italie reste-t-elle l'alliée de l'Autriche et de l'Allemagne, puisqu'elle a reconnu que, dans un conflit européen, ses intérêts

nationaux l'obligeraient à prendre parti pour nous?... Car enfin cette *stricte neutralité*, qu'elle observerait à notre égard, ne serait évidemment qu'un prélude au lâchage de la Triple-Alliance.

« — Je ne doute pas un instant que, dans une crise européenne, l'Italie serait obligée d'attaquer l'Autriche, sous peine de renoncer pour jamais à toutes ses aspirations nationales. Mais nous ne devons pas souhaiter qu'elle se déclare ouvertement pour nous dès aujourd'hui, car nous aurions à la protéger contre l'Autriche. Par cela seul qu'elle reste dans la *Triplice*, elle n'a rien à craindre des puissances germaniques. »

Pour terminer, le chef d'état-major me confie qu'en prévision d'une offensive allemande « au nord de Verdun »,

le dispositif de notre concentration s'étendra désormais jusqu'à Vouziers. Cette « variante » du *Plan XV*, ordonnée par le généralissime, sera notifiée au Conseil supérieur de la Guerre, qui doit se réunir le 6 février. Puis, se penchant sur la carte qui est devant nous, le général Brun ajoute :

« — Évidemment, si les révélations du *Vengeur* sont vraies, le centre de gravité de notre concentration devrait être porté beaucoup plus au nord. L'extrême gauche de notre ligne devrait aller jusqu'à Vervins, jusqu'à Hirson. Mais le *Vengeur* ne nous a-t-il pas tendu un piège? N'a-t-il pas fait semblant de trahir?... Le général Brugère se refuse encore à croire que l'État-major allemand ait résolu de traverser la Belgique

pour atteindre la vallée de l'Oise et fondre sur Paris... J'avoue que cette manœuvre tournante, qui empiéterait nécessairement sur les deux rives de la Meuse, me déconcerte, moi aussi, par son envergure extraordinaire. »

Vendredi, 3 *août* 1906.

Pendant que l'État-major de Berlin prémédite l'invasion de la Belgique pour écraser la France, l'État-major de Vienne prémédite l'invasion de la Serbie pour établir la domination de l'Autriche-Hongrie dans la péninsule des Balkans.

Que la monarchie des Habsbourg ait

conçu le rêve de s'ouvrir un jour la route de Salonique, on le sait depuis longtemps. Mais il semble que, depuis quelques mois, depuis que les malheurs de la Russie en Extrême-Orient la condamnent à une longue passivité en Europe, ce rêve s'affirme plus objectivement. C'est ainsi qu'on nous a plusieurs fois signalé des agents autrichiens explorant les abords septentrionaux de la Macédoine, le sandjak de Novi-Bazar, le massif montagneux du Kopaonik, les hautes vallées de l'Ibar et de la Morawa, toute la zone qu'une armée austro-hongroise aurait à franchir pour atteindre Uskub, le Vardar et la mer Égée.

Or, voici que l'on me communique une brochure anonyme, récemment publiée à Vienne, sous le titre : Mazedo-

NIEN. *Eine militar — politische Studie.* D'après un renseignement digne de foi, l'auteur est un officier du Grand-Etat major ; il a servi de porte-parole à son chef, le général de Beck.

Toute l'étude s'inspire de l'idée que l'Autriche-Hongrie serait la maîtresse incontestée de la Macédoine, le jour où elle occuperait solidement le quadrilatère Mitrovitza, Nisch, Kumanovo, Uskub. Pour atteindre à ce résultat, 400 000 hommes seraient nécessaires. Mais comment les concentrer là?

Les mauvais chemins qui traversent le sandjak de Novi-Bazar ne suffiraient certes pas à la concentration d'une si forte armée. Quatre divisions tout au plus, 60 000 hommes environ, pourraient y passer. Encore ne devraient-

elles traîner après elles que de l'artillerie de montagne et des convois légers.

Pour une armée autrichienne, destinée à opérer en Macédoine, le transit par le territoire serbe est donc une obligation stratégique. Parvenue au confluent des deux Morawa, cette armée verrait, en effet, s'ouvrir devant elle quatre voies d'invasion :

1° La route de Raska à Mitrovitza, par la vallée de l'Ibar ;

2° La route de Nisch à Pristina, par Prokuplie ;

3° La route de Leskovatz à Gilane, par Vrania ;

4° Le chemin de fer de Nisch à Uskub, par Kumanovo.

Ces quatre voies assureraient ample-

ment le passage et le ravitaillement des troupes.

L'auteur de la brochure conclut que l'ouverture du territoire serbe serait le *préliminaire indispensable* d'une intervention austro-hongroise dans la péninsule balkanique.

Mercredi, 12 *septembre* 1906.

Visite au général Brun, qui vient d'assister aux grandes manœuvres des 1er et 2e corps d'armée, dans la région de Senlis, Compiègne et Soissons.

Parmi les officiers étrangers invités à ces manœuvres, il y avait une mission

anglaise et une mission belge. Le commandant de la mission anglaise était le lieutenant-général Sir John French, commandant le camp d'Aldershot et secrètement désigné comme généralissime en cas de guerre ; il était accompagné du major-général Grierson, chef des opérations militaires au *War-Office*. Le commandant de la mission belge était le général-major Ducarne, chef du Corps d'état-major.

Du 6 au 8 septembre, le général Brun s'est plusieurs fois entretenu avec les généraux French et Grierson, qui ont mis spontanément la conversation sur la coopération éventuelle des armées britannique et française contre l'Allemagne :

« — Nous ne doutons pas, lui ont-ils

dit, que l'Allemagne commencera les hostilités par une puissante offensive en direction de Liége et Namur, pour atteindre la vallée de l'Oise et marcher droit sur Paris. Nous ne doutons pas non plus que, dans cette prévision, vous puissiez compter sur notre concours le plus rapide et le plus énergique... »

D'après le général Grierson, l'effectif du corps expéditionnaire ne dépasserait pas 100 000 hommes, du moins au début. Selon les circonstances, l'atterrissage s'effectuerait soit à Anvers et Ostende, soit dans les ports français.

Le général Brun a fait valoir comme il serait préférable que l'atterrissage s'effectuât sur le littoral français, du Havre à Dunkerque.

Le général Grierson a paru très sou-

cieux de savoir, dès maintenant, où s'opérerait la jonction du contingent anglais et des armées françaises :

« — Quelle serait la place de nos troupes?... Sur l'Aisne, près de Vouziers?... Sur l'Oise, près d'Hirson?... Sur la Sambre, près d'Aulnoye?... Je ne vous cacherai pas que, pour notre opinion publique, il faudrait que, dès l'ouverture des hostilités, nous opérions sur le territoire belge ; car c'est principalement comme défenseurs et garants de la neutralité belge que nous interviendrions dans la guerre. Donc, à ne considérer que notre point de vue, je voudrais que, aussitôt débarquées, nos troupes aillent prendre position entre la Meuse et la Sambre, de Mézières à Hirson, ou mieux encore sur la Sambre même, de Mau-

beuge à Charleroi. De là, elles se porteraient, en formation de combat, sur Namur et Dinant. »

Le général Brun a répondu que, d'après le dispositif de notre concentration, le contingent anglais prolongerait l'aile gauche de nos armées sur les bords de l'Aisne, aux environs de Vouziers ; mais que, si l'offensive des armées allemandes vers Liége et Namur nous contraignait à manœuvrer en Belgique, le contingent anglais serait le premier à y pénétrer.

D'autre part, le général Ducarne a confié au général Brun que, sur la demande du Gouvernement britannique, il venait d'étudier les moyens de transporter par chemin de fer 100 000 Anglais qui débarqueraient soit dans les ports

belges, soit dans les ports français pour se concentrer au nord de la Sambre entre Mons et Charleroi. Partant de cette base, ils iraient occuper le front Namur-Dinant, d'où ils marcheraient au-devant de l'ennemi, conjointement avec les armées françaises.

En terminant, le général Brun me dit :

« — Les conversations que je viens d'avoir me semblent d'un très bon augure. Si elles se poursuivent dans le même esprit, notre position stratégique vis-à-vis de l'Allemagne sera grandement améliorée. »

Je reprends :

« — Ce qui m'intéresse le plus dans ces conversations, c'est que j'y retrouve le germe d'une idée que Delcassé m'a

exposée bien souvent et que je crois fort juste : *Si l'Allemagne envahit la Belgique, c'est sur le territoire belge que la France et l'Angleterre devront défendre la neutralité belge.* Il me disait encore : *Nous aurions d'ailleurs un moyen très simple de concilier nos intérêts stratégiques avec nos obligations internationales. Aussitôt que les troupes allemandes commenceraient d'arriver dans la région d'Aix-la-Chapelle (ce qui nous serait facile à savoir puisque nous connaissons désormais le dispositif de leur concentration), la France et l'Angleterre devraient sommer l'Allemagne de leur déclarer, sur l'heure, si elle entend respecter le territoire belge. Au cas d'une réponse équivoque ou négative, nous aurions légitimement toute liberté de manœuvre.* »

Si les notes qui précèdent avaient besoin d'une conclusion justificative, elles la trouveraient dans les *Mémoires* du prince de Bülow.

Le 27 janvier 1904, l'empereur Guillaume, célébrant le quarante-troisième anniversaire de sa naissance et voulant donner à cette commémoration un éclat particulier, avait invité, entre autres personnages augustes, le roi des Belges, Léopold II, pour lequel d'ailleurs il n'éprouvait aucune sympathie.

Dans l'intervalle des fêtes, qui du-

rèrent deux jours, le Kaiser et son hôte eurent de longs entretiens. De quoi se parlèrent-ils?... D'après notre ministre à Bruxelles, M. Gérard, la visite royale n'avait eu vraisemblablement aucune importance politique. En dehors des banalités officielles, Guillaume et Léopold n'auraient eu de conversations précises que sur les affaires du Congo. « Le roi des Belges, nous écrivait M. Gérard, s'est fait comme négociateur une telle réputation de finesse, d'habileté, de *smartness*, que ses interlocuteurs adoptent d'instinct, vis-à-vis de lui, une attitude défensive. »

Mais, à quelque temps de là, il nous était revenu, par une voie secrète et sûre, que les conversations des deux souverains avaient eu un caractère tout

différent. Loin de prendre à l'égard de son hôte une attitude défensive, l'Empereur l'aurait entraîné, avec une franchise brutale, sur les terrains les plus scabreux. Il aurait été jusqu'à lui dire : « La politique franco-anglaise est incompatible avec la paix de l'Europe... D'un jour à l'autre, je peux être obligé de tirer l'épée. Ce jour-là, vous ne pourrez pas rester neutre. L'Allemagne ne connaîtra plus que des amis ou des ennemis. Tenez pour certain qu'elle sera victorieuse et prenez vos dispositions en conséquence... » Le roi Léopold, vieux malin, se serait dérobé subtilement, comme le renard de La Fontaine à la cour du lion, « en alléguant un grand rhume ».

Quand j'avais transmis cette information à M. Delcassé, il m'avait dit :

« — Voilà un renseignement qui pue la vérité... Remarquez-vous d'ailleurs comme ces paroles de Guillaume à Léopold concordent avec le langage qu'il tient à Nicolas pour l'exciter contre le Japon?... »

Les *Mémoires* du prince de Bülow nous édifient pleinement sur les impulsives déclarations du Kaiser au monarque belge (1).

Après avoir rappelé à son royal visiteur les temps glorieux de l'ancienne Bourgogne, les grandes figures de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire, il ne lui proposa rien de moins que de reconstituer leurs vastes États en soumettant à son sceptre la Flandre fran-

(1) *Mémoires du chancelier prince de Bülow* : t. II, 108 et suiv.

çaise, l'Artois et les Ardennes. « Léopold avait d'abord écarquillé les yeux, tout ahuri ; puis il avait répondu en ricanant que ni ses ministres ni les Chambres belges ne voudraient rien savoir de projets aussi ambitieux. » Alors, perdant patience et transporté d'un juste courroux, Guillaume dit au Roi « qu'il ne pouvait estimer un souverain qui se jugeait responsable devant des Chambres ou des ministres et non devant le Seigneur qui règne aux cieux... » Enfin, se dressant de toute sa hauteur, l'*Imperator gloriosus* proféra ces mots : « Je n'admets pas qu'on plaisante avec moi. Dans une guerre européenne, quiconque ne sera pas avec moi sera contre moi... Comme soldat, je suis de l'école de Frédéric le Grand et de Napoléon Ier. De même que

l'un commença la guerre de Sept Ans par l'invasion de la Saxe et que l'autre prévenait ses adversaires avec la rapidité de la foudre, de même, si la Belgique ne marche pas avec moi, je ne me laisserai guider que par des considérations stratégiques. »

Or, à cette date de janvier 1904, il venait précisément d'adopter le plan Schlieffen.

FIN

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

1932

D
615
P3

Date Due

D
615
P3

Paléologue,
Georges
Prélude a
l'invasion.

LIBRARY
UNIVERSITY OF PUGET SOUND
Tacoma, Washington

PRINTED IN U.S.A.

Gaylord
PAMPHLET BINDER
Syracuse, N. Y.
Stockton, Calif.

Collins Memorial Library
D615 .P3
Paleologue, Georges/Un prelude a l'invas
uppa
3 5121 00137 2682

Les Origines de la Guerre mondiale. Responsabilités lointaines et responsabilités immédiates, par Albert BAZERQUE. In-16 ..... 15 fr.

Mémoires du chancelier prince de Bülow.
I. (1897-1902) — *Le Secrétariat d'État des Affaires étrangères et les premières années de Chancellerie.*
II. (1902-1909) — *Du renouvellement de la Triplice jusqu'à sa démission de chancelier.*
III. (1909-1919) — *La Grande Guerre et la débâcle.*
IV. (1849-1896) — *Sa jeunesse et sa carrière de diplomate.*
Chaque volume in-8° carré sur alfa avec gravures hors texte. Prix ..... 36 fr.

Trois ambassades françaises à la veille de la Guerre, par François CHARLES-ROUX. Préface de Jacques Seydoux. In-16 ..... 15 fr.

Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918. par le maréchal FOCH. Deux volumes in-8° carré sur alfa avec 44 gravures et 16 cartes. Chaque volume. 30 fr.

Correspondance entre Guillaume II et Nicolas II (1894-1914). Publiée par le gouvernement des Soviets d'après les Archives centrales et traduite du russe par Semenoff. In-16. Prix ..... 15 fr.

Mémoires du maréchal Joffre. Deux volumes in-8° carré sur alfa, avec 12 pages de gravures hors texte. Chaque volume ..... 36 fr.

Les Origines de la Guerre, par Raymond POINCARÉ, de l'Académie française, ancien Président de la République. Conférences prononcées en 1921 à la Société des Conférences. — *La France et l'Allemagne après 1870.* — *L'Alliance russe et l'Entente cordiale.* — *Le Maroc et la Crise balkanique.* — *Serajevo.* — *Tentatives de paix.* — *La Guerre.* In-16 sur papier vélin ..... 15 fr.

Au Service de la France. Neuf années de souvenirs, par Raymond POINCARÉ, de l'Académie française. I. **Le Lendemain d'Agadir** (1912). — II. **Les Balkans en feu** (1912). — III. **L'Europe sous les armes** (1913). — IV. **L'Union sacrée** (1914). — V. **L'Invasion** (1914). — VI. **Les Tranchées** (1915). — VII. **Guerre de siège** (1915). — VIII. **Verdun** (1916). — IX. **L'Année trouble** (1917). — — Neuf volumes in-8° carré avec gravures hors texte. Chaque volume broché ..... 30 fr.
Tomes IV, V et IX, le volume ..... 36 fr.

PARIS (FRANCE). TYP. PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1932. 43122.